Niveau(x) d'enseignement: 9 Numéro EDUQ : 9370662
Centre d'intérêt: 914

Colloque national sur l'éducation populaire au Québec (1990 : Montréal, Québec).

L'éducation populaire, ça change le monde : les actes / du Colloque national sur l'éducation populaire au Québec, 19, 20 et 21 janvier 1990 ; Institut canadien d'éducation des adultes ; [textes, Alain Bisson... et al.]. -- Montréal : L'Institut, 1991.
35 p. : ill. ; 36 cm.

Titre de la couv.

ISBN 2-89108-017-3

Vedette(s)-secondaire(s): Bisson, Alain * Institut canadien d'éducation des adultes

Descripteur(s): Education populaire * Réseau * Historique * Education syndicale * Education des adultes

Identificateur(s) de nom: Québec (Province)

Les actes rapportent les résultats de la réflexion des intervenants de plusieurs centaines d'organismes populaires syndicaux et publics sur la situation actuelle et l'avenir de l'éducation populaire au Québec. Ils regroupent les délibérations autour de trois thèmes: 1- la grande rencontre des réseaux (objectifs du colloque, présentation des réseaux d'éducation populaire et histoire de l'éducation populaire); 2- l'éducation populaire en pratique (expériences diverses, différences et convergences dans les pratiques respectives des divers réseaux); 3- un mouvement à développer (conférences, discussions d'atelier et débats en plénière sur les perspectives de développement de l'éducation populaire). Plusieurs entrevues, illustrations et éléments d'animation sont intégrés au document.

Type de document:

A 11.100
ex.1

Conception et recherche
Bernard Vallée
Coordination de la production
Marie Leclerc
Supervision
Nicole Boily
Textes
Alain Bisson, Nicole Boily, Johanne Doré, Marie Leclerc, Michel Lizée, Jacques Proulx, Bernard Vallée.
Traitement de texte
Nicole Caron
Révision et corrections d'épreuves
Marie Leclerc
Photographies
André Nault
Illustrations et design graphique
Andrée Brochu
Typographie
Les Presses Solidaires inc.
Impression
Les Presses Solidaires inc.

Dépôt légal
2e trimestre 1991
Bibliothèque nationale du Québec,
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN: 2 89108 017 3

La production de ce document a été rendue possible grâce au soutien financier du service d'éducation populaire du ministère de l'Éducation du Québec, Direction de la coordination des réseaux.

Institut canadien d'éducation des adultes
506, rue Sainte-Catherine est,
bureau 800,
Montréal (Québec) H2L 2C7
téléphone: (514) 842-2766
télécopieur: (514) 844-1598

Fondé en 1946, l'ICÉA regroupe les grandes centrales syndicales québécoises et des syndicats indépendants, des institutions publiques d'enseignement, des groupes populaires, des groupes de femmes, des organismes de formation et d'animation, des organismes de coopération internationale, ainsi que des membres individuels. L'ICÉA constitue un lieu privilégié de recherche, d'information, d'expertise et d'intervention dans les dossiers des politiques en éducation des adultes, des communications, de l'éducation populaire et des échanges internationaux en éducation des adultes.

Pour l'ICÉA, la démocratisation de l'éducation et de l'information est un enjeu social majeur. C'est pourquoi il fait la promotion de la prise en charge individuelle et collective par les adultes de leur développement éducatif et culturel.

SOMMAIRE

PRÉSENTATION
par Bernard Vallée 3

Survol d'un colloque
par Alain Bisson 3

LA GRANDE RENCONTRE DES RÉSEAUX

• L'éducation populaire en 1990
par Nicole Boily 5

• La chercheuse Band-Aid
monologue de Johanne Doré (extraits) 8

• L'éducation populaire a une histoire
par Bernard Vallée
- Albert Saint-Martin et l'Université ouvrière
- Idola Saint-Jean, la suffragette
- Léa Roback, la passion de la justice
- La JOC et la formation dans l'action 9

L'éducation populaire, une mission des commissions scolaires;
entrevue de Denise Desmarchais
par Alain Bisson 12

L'ÉDUCATION POPULAIRE, EN PRATIQUE

• La « foire aux pratiques »
par Alain Bisson 13

• Changer le monde, au quotidien
par Bernard Vallée 19

L'éducation syndicale: donner du pouvoir à la base
entrevue de Lauraine Vaillancourt
par Marie Leclerc 20

UN MOUVEMENT À DÉVELOPPER

• Renforcer nos mouvements, Michel Blondin
• Défaire la défaite, Lucie Bélanger
• Éduquer pour libérer, José Ignacio López Vigil 21

• Des acquis menacés?
par Bernard Vallée 26

• Les trois solitudes
par Michel Lizée 27

• Pour des lendemains qui ... changent
par Bernard Vallée 28

L'éducation populaire: conquérir sa dignité
entrevue de Fernande Brosseau
par Alain Bisson 30

CONCLUSION
L'ICÉA au carrefour des réseaux
par Jacques Proulx 31

Chanson *L'éducation populaire, ça change le monde!*
Réponses au jeu-questionnaire 32

1370662

SURVOL D'UN COLLOQUE

Université du Québec à Montréal (UQAM), 19 h 15, pavillon Judith-Jasmin. Par petits groupes, les gens arrivent au foyer de la salle Alfred-Laliberté où s'entassent déjà bon nombre depersonnes. Dans les files aux kiosques d'inscription, on s'interpelle et les conversations sont animées; cela ressemble à des retrouvailles et, de groupe en groupe, on intercepte au passage les régions d'origine des invités: Estrie, Mauricie, Côte-Nord, Bas du fleuve, Gaspésie, Lanaudière, Laurentides, Bois-Francs, Montérégie, Outaouais, Québec, Abitibi, Montréal.

Près de quatre cents personnes pénètrent dans l'amphithéâtre pour participer à l'ouverture du colloque. Quatre cents personnes d'un peu partout au Québec, faisant partie d'un des trois grands réseaux d'éducation populaire (syndical, public ou autonome), se sont réunies les 19, 20 et 21 janvier dernier, pour *mettre en évidence la contribution spécifique de l'éducation populaire faite par les milliers d'organismes communautaires, de groupes de femmes, des syndicats et les institutions publiques*, précise-t-on dans le programme du colloque. On espère que cette rencontre permettra de *favoriser la concertation, les échanges et une meilleure connaissance mutuelle entre les différents acteurs de l'éducation populaire*. Mme Nicole Boily, directrice générale de l'ICÉA, n'a pas manqué de signaler dans son allocution d'ouverture *qu'un tel rassemblement des intervenants en éducation populaire ne s'est pas fait depuis au moins 30 ans*.

Sous le signe de l'humour

Au programme d'abord, une soirée d'ouverture placée résolument sous le signe de l'humour avec Johanne Doré. La monologuiste a déridé l'assistance en brossant un portrait sarcastique, mais sans méchanceté, des trois réseaux d'éducation populaire, accumulant les préjugés les plus éculés qui ont cours entre des mouvements qui n'ont pas eu souvent l'occasion de se connaître.

« Les groupes communautaires, c'est surtout une affaire de femmes. Pour les gars, on dirait que c'est un tremplin pour leur carrière, tandis que pour les femmes c'est plutôt une trampoline: elles rebondissent! » (Johanne Doré)

Ensuite, sous la forme de l'émission télévisée *Les grands esprits*, l'assemblée a eu droit à un petit voyage dans le temps avec des personnages fictifs dont la rencontre a permis de mettre en relief des mouvements et des acteurs importants de l'éducation populaire au Québec.

Évariste Lebrun (joué par René Doré), frère d'armes d'Albert Saint-Martin, est venu raconter comment ce dernier fonda entre autres l'Université populaire en 1925, à Montréal. Aussi présente à cette rencontre au sommet, Noëlla Dubé (Hélène Moreau) qui, dans les années 30 et 40, a travaillé avec Léa Roback impliquée activement en organisation et formation syndicale, notamment à l'Union de la robe. Noëlla a aussi relaté ses premiers contacts avec Idola St-Jean, fondatrice de

« Pour Léa Roback, l'éducation c'était la base de l'organisation et de l'action »

l'Alliance pour le droit de vote des femmes en 1927. Évidemment, il fallait s'y attendre, le clergé n'étant jamais très loin à cette époque, Brian Lajeunesse (Bernard Vallée), aumônier à l'Action catholique, se chargea de mettre en évidence le rôle important joué par le Mouvement d'action catholique dans l'action sociale des années 50. Finalement, une militante contemporaine du mouvement populaire, Francine Gagné (Anne Dumouchel), est venue souligner que *les ressemblances entre l'action populaire d'hier et d'aujourd'hui sont parfois frappantes*.

La soirée s'est poursuivie avec un jeu-questionnaire mettant à l'épreuve les connaissances de chacun sur l'histoire du mouvement et par le dévoilement de la courtepointe géante assemblée à partir des réalisations

⇨

La JOC a développé une méthode de formation par l'action: le « voir-juger-agir »

Présentation

En réunissant plusieurs centaines d'organismes populaires syndicaux et publics les 19, 20 et 21 janvier 1990, l'Institut canadien d'éducation des adultes voulait susciter une réflexion commune sur la situation actuelle et l'avenir de l'éducation populaire au Québec. Ce document synthèse du *Colloque l'éducation populaire, ça change le monde!* veut à la fois témoigner des débats qui s'y sont tenus, et prolonger les échanges qui s'y sont amorcés entre des réseaux très différents.

On n'y trouvera pas nécessairement un compte rendu détaillé et chronologique des activités du colloque, mais

« Saint-Martin haïssait la charité; il croyait profondément à l'éducation des travailleurs »

plutôt une mosaïque d'informations, de points de vue et d'expériences, réalisées à partir des présentations, des discussions et d'entrevues, pendant et après le colloque. Le document est organisé autour de trois thèmes qui devraient, nous l'espérons, rejoindre tout autant l'intérêt des participantes et des participants qui veulent se rappeler les questions importantes soulevées lors de cet événement, que celui d'un public plus large qui veut faire le point sur les diverses réalités et le développement de l'éducation populaire.

Dans le premier chapitre, La grande rencontre des réseaux, on retrouvera les objectifs du colloque, une présentation des

➡

réseaux d'éducation populaire et des défis qu'ils ont à relever, ainsi que quelques éléments d'une histoire méconnue.
Le deuxième chapitre, L'éducation populaire en pratique, nous fera faire le tour des expériences diverses qui ont fait l'objet de présentations dans le cadre du colloque et permettra d'identifier les différences et les convergences dans les pratiques respectives des divers réseaux.
Le troisième chapitre, Un mouvement à développer, réunit les conférences, les discussions d'atelier et les débats en plénière qui ont porté sur les perspectives de développement de l'éducation populaire. On y aborde les acquis, les obstacles rencontrés par les organismes ainsi que les enjeux et les moyens d'action qui pourraient mobiliser les énergies de façon concertée.
Le document est ponctué d'entrevues réalisées après le colloque; on y retrouvera aussi des éléments d'animation (jeu-questionnaire, sketches) qui rappelleront en image et en texte quelques moments colorés de cette grande rencontre.
Nous souhaitons que la publication et la diffusion de ce document stimule la réflexion et invite toutes celles et tous ceux qui sont engagés dans le développement de l'éducation populaire au Québec à poursuivre des échanges et des débats indispensables à la croissance du mouvement.

Bernard Vallée

Bernard Vallée animant le jeu-questionnaire sur l'éducation populaire

de groupes populaires et de commissions scolaires de la province.

La musique a enfin pris la relève, avec le duo cocasse Rhythm' Activism (Sylvain Côté et Norman Nawrocki) et les musiciens et chanteurs Pierre Fournier et Laurent Bilodeau.

C'est une des rares fois où je vois des méthodes d'éducation populaire utilisées pour animer un colloque sur l'éducation populaire! s'est exclamé un participant latino-américain pour résumer fort justement la soirée.

L'éducation populaire questionnée

Les activités du samedi matin, plus formelles que celles de la veille, débutèrent par une table ronde intitulée *L'éducation populaire, un outil de changement.*

Les conférenciers ont illustré trois aspects du rôle de l'éducation populaire dans le développement social: l'animation et la consolidation de la vie associative à travers l'expérience d'éducation populaire et syndicale de Michel Blondin, la lutte aux inégalités sociales à travers l'expérience de militante féministe de Lucie Bélanger et la lutte pour la démocratie à travers l'expérience latino-américaine de José Ignacio López Vigil. Mme Bélanger a rappelé que *la base fondamentale de l'éducation populaire, c'est la conviction profonde que les femmes et les hommes ont le potentiel nécessaire pour comprendre, analyser leur vécu et élaborer des alternatives susceptibles de faire émerger des espaces de vie où les droits humains fondamentaux ont priorité. Défaisons la défaite,* a-t-elle lancé.

On offrait ainsi quelques pistes de réflexion pour les ateliers de discussion subséquents. Le défi lancé aux participantes et aux participants: identifier les convergences et les divergences entre les réseaux en fonction des finalités, des impacts et des populations visées par chacun au moyen de l'éducation populaire.

Une *foire aux pratiques*

Afin de permettre les échanges sur les pratiques en éducation populaire, l'après-midi du samedi a été consacré à une foire aux pratiques.

D'une part, des groupes tenaient kiosque à la place centrale du pavillon Judith-Jasmin pendant que d'autres faisaient connaître leurs pratiques au moyen d'ateliers. Une quarantaine en tout: **humour, gestion collective d'un édifice communautaire, formation syndicale, des images à notre image, la radio en Amérique latine, la formation de bénévoles**, etc.; plus de 33 kiosques, des groupes d'alphabétisation aux différentes revues d'intervention populaire en passant par les commissions scolaires et des groupes de coopération internationale; ouf! non, ce n'est pas tout, on pouvait aussi visionner une dizaine de productions audiovisuelles. Tout ça pour faire la joie de l'âme vagabonde et de l'esprit curieux. Pour clôturer cette journée du samedi, Louise Miller, du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec, s'est chargée de l'animation d'un débat sur *L'éducation populaire, des acquis menacés?* Les participantes et les participants se sont surtout appliqués à identifier les freins à l'évolution de l'éducation populaire au Québec.

Plusieurs facteurs tant internes qu'externes ont été évoqués: peu d'échange entre organismes et réseaux, difficulté d'articuler un projet commun de société qui serait mobilisant, faiblesse de la mémoire collective, essoufflement face à une conjoncture politique où se manifestent des reculs dans les politiques sociales, précarité des conditions de travail des intervenantes et des intervenants, faiblesse des ressources, marginalisation de l'éducation populaire dans les politiques de l'État, mise en tutelle du secteur communautaire...

Voir l'avenir

Fermez les yeux. Tentez de vous imaginer dans 10 ans. L'éducation populaire est largement reconnue, ses méthodes et ses pratiques le sont tout autant. Les

groupes qui font de l'éducation populaire ne sont plus continuellement pris à la gorge par une situation financière périlleuse. Vous y êtes? Et maintenant, revenons à la réalité. Que faudrait-il faire pour arriver à cette situation idéale?

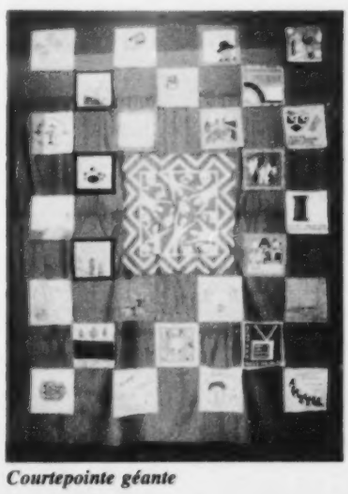
À cette question posée sur fond de musique de relaxation, les participantes et les participants tentèrent de répondre lors des ateliers *Pour des lendemains qui... changent*, tenus le dimanche matin. Quatre grands thèmes servaient de pivots à l'analyse proposée: le questionnement critique des pratiques d'éducation populaire en lien avec les nouvelles conjonctures culturelles, économiques et sociales; le développement des échanges entre réseaux d'éducation populaire; l'augmentation de la visibilité et du rayonnement de l'éducation populaire et, en dernier lieu, l'élaboration de politiques de reconnaissance et de financement de l'éducation populaire.

Des suites à assurer

Lors de l'assemblée de clôture en après-midi, une synthèse des idées lancées en matinée a mis en relief les tâches à accomplir pour concrétiser le désir de concertation exprimé dans l'ensemble des ateliers. Jacques Proulx, président de l'ICÉA, a déclaré à cet effet qu'il prenait *l'engagement, au nom de l'ICÉA, que nous assumerons la diffusion du contenu des échanges de la fin de semaine et que l'ICÉA contribuera à organiser les activités qui permettront l'approfondissement de la réflexion et des échanges pour une véritable concertation entre les organismes, entre les régions et les réseaux.*

La tâche ne sera pas facile. Des divergences se sont manifestées entre les réseaux d'éducation populaire. Le projet social défendu implicitement par l'action populaire a-t-il la même signification pour les syndicats, les institutions publiques et les groupes autonomes? Les moyens mis de l'avant pour atteindre ce projet solidaire font-ils l'unanimité? Les différents réseaux font-ils face aux mêmes contraintes? La volonté de collaboration permettra-t-elle de franchir les obstacles?

Alain Bisson



Courtepointe géante

Syndicats, groupes et institutions se rencontrent

Concertation en éducation populaire

MONTRÉAL (PC) — Les grou... institutions publiques, tr... éducation populaire... pour sortir de... l'avenir, l...

...es syndicats et les ...euvrant en ...s premiers pas ...ncerter, à

...certation » de ... et enfin, « dé...

...jectifs mêmes, fait valoir ainsi l'IE-CA : « Ses activités visent non seulement à contribuer à la qualification des personnes, mais aussi à transformer la société ».

Pour fa...

...ges en...iculier ...sug... ...ue de ...pulle... ...spé... ...édu... ...osé ...ité ...les ...s.

Les groupes d'éducation populaire à la recherche de concertation

Jean-Pierre Proulx

LES GROUPES autonomes, les syndicats et les institutions publiques, trois réseaux parallèles oeuvrant en éducation populaire, ont, en fin de semaine, fait les premiers pas pour sortir de leur isolement et tenter de mieux concerter, à l'avenir, leurs actions.

Quelque 400 personnes, issues de ces trois réseaux, se sont réunies à l'invitation de l'Institut canadien d'éducation des adultes, pour « mettre en évidence la contribution spécifique de l'éducation populaire », pour « favoriser la concertation » de ceux qui y oeuvrent, et, enfin, pour « dégager collectivement les éléments d'une stratégie d'ensemble du développement de l'éducation populaire ».

L'éducation populaire se veut différente de la formation générale et professionnelle par ses ...ctifs mêmes, fait valoir ain... activités visent no... tribuer à la qualif... nes, mais aussi à ...ciété ».

Pour favoriser ... ...eux et

semaine d'éducation populaire. On a proposé aussi la mise sur pied de co... ...réseau » pour identifier ... divergences.

L'ÉDUCATION POPULAIRE RESSASSE SES PROBLÈMES

(PC) — Même si les groupes d'éducation populaire du Québec n'ont pas à rougir de leurs performances comparativement aux autres pays du monde, il existe de nombreux facteurs qui freinent leur développement.

Voilà esquissé en un trait le portrait des groupes d'éducation populaire québécois, si on se fie aux travaux du colloque national «L'Education populaire, ça change le monde», organisé en fin de semaine à Montréal par l'Institut canadien

d'après-midi, hier, les participants ont d'ailleurs énuméré une dizaine de facteurs qui freinent le développement des groupes d'éducation populaire; à commencer, bien sûr, par le sous-financement chronique dont ils sont victimes, année après année. Un manque d'argent qui amène avec lui une ky...

LA GRANDE RENCONTRE DES RÉSEAUX

Des objectifs ambitieux. Le premier but de ce colloque était de mettre en évidence la contribution spécifique de l'éducation populaire au développement social, culturel et politique. Des centaines de milliers d'adultes participent aux activités de milliers d'organismes communautaires, de groupes de femmes, de syndicats et d'institutions publiques. Et pourtant, on ne reconnaît pas toujours, sur le plan social et politique, le développement des individus et la promotion collective des communautés qui se réalisent au travers de ces démarches.

Le colloque voulait aussi favoriser la concertation et les échanges entre les différents acteurs de l'éducation populaire. La mise en commun des pratiques et des réflexions devait permettre le développement d'une meilleure connaissance mutuelle entre les réseaux populaires, syndicaux et institutionnels.

L'ICÉA souhaitait enfin que ce brassage d'idées et d'énergie aide à dégager, collectivement, les éléments d'une stratégie d'ensemble du développement de l'éducation populaire.

Si les échanges ont été intenses et ont permis de découvrir ou de redécouvrir la diversité, l'originalité et la richesse des pratiques des divers mouvements, il est évident qu'une première rencontre de cette envergure n'a pas suffi pour approfondir la connaissance mutuelle des différents organismes, ni pour vider les débats nécessaires entre réseaux trop souvent isolés et parfois même en concurrence.

Une large participation

Parmi les quelque quatre cents personnes à avoir participé au colloque, il ne faut pas s'étonner de la présence majoritaire des femmes. Cela reflète bien leur implication active et souvent dominante, comme participantes ou animatrices, dans les activités d'éducation populaire.

Si la majorité de l'assemblée provenait du secteur communautaire (groupes populaires et groupes de femmes), une forte délégation des milieux institutionnels était présente avec des responsables, des formatrices et des formateurs des commissions scolaires, ainsi que quelques organisatrices et organisateurs communautaires de CLSC et des représentantes et représentants de services aux collectivités universitaires. Le milieu syndical était aussi représenté par des formatrices et des formateurs des centrales syndicales et de syndicats indépendants. S'y ajoutaient des fonctionnaires du ministère de l'Éducation et de municipalités, impliqués dans le soutien à l'éducation populaire et au développement communautaire.

Toutes les régions du Québec étaient représentées, quoique de façon inégale.

Les organisations nationales (mouvements communautaires ou centrales syndicales) représentaient, quant à elles, plus du quart des participants au colloque.

Etaient aussi présentes des personnes impliquées en éducation populaire en Ontario, en Colombie-Britannique et même en Amérique latine, sans oublier nos amis de Saskatchewan qui avaient organisé, à l'automne 1988, le premier colloque national (canadien) sur l'éducation populaire à Gravelbourg. Il faut souligner que près de 150 organismes ont participé activement à la préparation et à l'animation du colloque: animation et secrétariat d'ateliers et d'assemblées plénières, présentations lors de la foire aux pratiques, fabrication de la courtepointe, spectacle de la soirée d'ouverture, promotion du colloque, etc.

L'éducation populaire en 1990

Allocution de Madame Nicole Boily, Directrice générale

Nicole Boily, directrice générale de l'ICÉA

Je suis heureuse de voir que vous avez répondu en si grand nombre à l'invitation de l'Institut canadien d'éducation des adultes à cette rencontre sur l'éducation populaire au Québec.

Ce colloque a cette particularité de rassembler pour la première fois depuis au-delà de 30 ans, croyons-nous, les acteurs des différents réseaux d'éducation populaire au Québec pour faire le point et échanger sur les orientations, les approches et les pratiques en éducation populaire ainsi que sur les impacts des actions menées toutes ces dernières années.

Comme la courtepointe aux pièces si différentes qui décore cette salle, nous formons un ensemble impressionnant qu'il faudrait rendre plus visible.

Cette préoccupation de l'éducation populaire, l'ICÉA la porte depuis nombre d'années.

Ainsi que l'écrivait récemment Ignacio Ramonet, du Monde diplomatique: *En ces temps de ruptures et de grandes mutations, la volonté de comprendre et la quête de sens demeurent, pour les citoyens, des priorités politiques. Qu'est-ce qui change? Pour quelles raisons? Au profit de qui? Quel contrôle démocratique peuvent exercer les citoyens sur ces transformations parfois radicales?*[1]

Le droit d'apprendre

C'est à partir de ces mêmes priorités que l'Institut revendique pour tout citoyen, pour toute citoyenne, **le droit d'apprendre**, avec tout ce que cela implique de respect des besoins, des démarches, des lieux et des moyens utilisés. Pour que chacune et chacun ait la possibilité de faire les apprentissages de son choix, en fonction de son cheminement propre, selon ses besoins et ses objectifs, il est nécessaire de mettre de l'avant une vision pluraliste de l'éducation des adultes. L'ICÉA croit fermement à la nécessité de garantir l'accès aux multiples ressources de formation et aux moyens d'affirmation, essentiels à une participation véritable de tous et de toutes à la vie de cette société qui est la nôtre.

L'éducation populaire représente tout cela et plus encore: elle représente pour des centaines de milliers d'adultes au Québec non seulement des occasions de comprendre, d'apprendre, mais aussi de s'exprimer et d'agir pour reprendre le contrôle sur leur vie et sur le développement de leur milieu.

Un outil de résistance

Elle rejoint, au coeur de leurs préoccupations et de leurs aspirations, des populations aussi diversifiées que les travailleuses et les travailleurs en emploi, les jeunes, les femmes, les familles, les personnes âgées et les personnes handicapées, les sans emploi, les réfugiés, etc., et bien d'autres groupes sociaux particulièrement démunis, qu'ils soient Québécois de souche ou d'adoption. Pour tous ceux-là, elle constitue sans aucun doute l'instrument principal, sinon unique, de prise en charge de leur communauté, la clé et l'outil de leur compréhension du monde, leur permettant de s'y inscrire et d'y intervenir.

Les démarches d'éducation populaire reflètent la résistance à la marginalisation des citoyennes et des citoyens souvent exclus socialement et leur désir légitime de participation à la vie démocratique. Elles s'appuient sur la conviction que les personnes sont riches de savoirs qu'il faut révéler et qu'elles portent en elles les solutions aux problèmes auxquelles elles sont confrontées; elles ont ainsi fait éclater les conceptions éducatives traditionnelles.

Une contribution méconnue

Faire le bilan de l'apport de l'éducation populaire et des mouvements qui la portent n'est pas chose facile. Et cela, non seulement à cause de la multiplicité et de la diversité des pratiques et des lieux de cheminement, mais surtout à cause de la difficulté d'évaluer son impact qui ne peut pas se mesurer par les instruments traditionnels du savoir. **L'impact de l'éducation populaire, en effet, s'apprécie à moyen et à long terme par la qualité de l'engagement des personnes dans leur milieu, par le bien-être des communautés et par l'état de santé de la démocratie.**

Pourtant, qu'elle soit associée aux services et aux luttes des réseaux autonomes, communautaires ou syndicaux, ou qu'elle fasse l'objet de programmes spécifiques d'institutions publiques, il est important de rendre plus visible la contribution de l'éducation populaire au développement social au Québec.

Bien des tâches sont à accomplir pour qu'elle se développe: systématiser ses pratiques, mettre en lumière son impact social et ses acquis pour les adultes, diffuser ses outils et ses méthodes, susciter la confrontation et les échanges d'expériences entre ses acteurs, obtenir un soutien accru des pouvoirs publics. L'ICÉA espère y contribuer en organisant ce colloque.

Une solidarité à bâtir

Depuis son origine, l'Institut joue un rôle de carrefour pour les intervenantes et les intervenants populaires, syndicaux et institutionnels de l'éducation des adultes. Pourtant, réunir autant de gens différents autour du thème de l'éducation populaire représente un défi.

En effet, il n'est pas évident de pouvoir, en une fin de semaine, combler des distances qui se sont prises à cause de cadres et de fonctionnements différents, de briser l'isolement dû à l'accaparement par nos champs d'action respectifs, de vaincre une méfiance et même une certaine compétition entre réseaux parfois concurrents dans la course au soutien financier parcimonieux de l'État.

Quand nous parlons de réseaux, il est clair que cela représente des réalités diverses. On peut parler réellement de réseaux dans le cas des institutions publiques comme les commissions scolaires ou les centres locaux de services communautaires (CLSC). Leur fonctionnement et leur encadrement leur donnent une certaine homogénéité, bien qu'ils laissent place à des pratiques diversifiées. Dans le cas des groupes communautaires et des syndicats, la notion de réseau représente plus une similitude d'intérêts que des liens organisationnels.

Quelques éléments d'histoire

Avant de nous engager dans les débats de cette fin de semaine, il serait intéressant de nous rappeler quelques éléments d'histoire qui nous permettront de saisir l'évolution de ces réseaux.

Jusqu'aux années soixante, l'éducation populaire représentait sans doute l'unique forme d'accès des adultes à l'éducation permanente. Les mouvements confessionnels, coopératifs, les organisations ouvrières et agricoles, les associations culturelles et les mouvements politiques suppléaient par leurs activités de formation formelle ou non formelle à un réseau scolaire incomplet ou à l'absence d'un système d'éducation spécifiquement destiné aux adultes.

1/ Ignacio RAMONET, in **Le monde diplomatique**, août 1989.

Ils ont constitué le creuset où se sont élaborées les valeurs et où a été formée une bonne partie du leadership social et politique, qui firent évoluer la société.

La Révolution tranquille, et l'effort de modernisation sociale qu'elle suscita, apporta une reconnaissance institutionnelle à l'éducation des adultes par la mise sur pied, dans les établissements d'éducation, de services particuliers comme les programmes d'éducation populaire dans les commissions scolaires et les services aux collectivités dans les cégeps et les universités. Par ces programmes, **on a tenté d'échapper au cadre formel du système d'éducation en ouvrant le réseau public aux préoccupations des communautés** par des activités plus accessibles aux milieux populaires et avec des objectifs de participation sociale plus que de scolarisation.

Parallèlement, **un mouvement populaire diversifié émergeait des quartiers populaires urbains et des régions rurales bouleversées par les transformations économiques, et répondait au besoin d'affirmation collective de couches de la population largement exclues des bénéfices des réformes en cours**. Soutenant l'action des mouvements de pression et des services populaires, se développèrent des démarches éducatives parfois formelles, mais surtout intégrées à l'action collective (défense des droits, amélioration des conditions de vie et de travail, entraide, ...), pour se donner des instruments d'analyse, d'organisation, de mobilisation et de réalisation de projets collectifs.

Dans les champs du sport, du loisir, de la culture et des sciences, de nombreux organismes se consacrèrent aussi à un vaste effort d'éducation du public dans le cadre de ses temps libres.

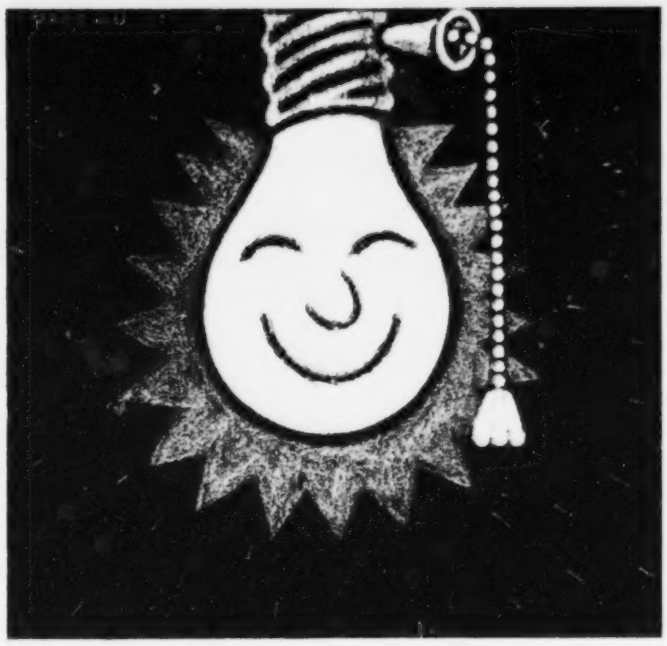
Du côté des organisations syndicales, la préoccupation de longue date pour la formation de leurs membres se concrétisa particulièrement au milieu des années 70 par le renforcement de leurs services d'éducation. **La diversification et la systématisation des contenus et des pratiques de formation, ainsi que la multiplication des agents de formation, allaient permettre de mieux épauler l'action syndicale** et de l'aider à faire face aux nouveaux défis du monde du travail.

D'autres secteurs des réseaux publics, comme dans les affaires sociales ou le loisir, développèrent aussi des initiatives de soutien à l'action communautaire qui utilisaient des approches d'éducation populaire. L'organisation communautaire dans les CLSC en est un exemple, comme les efforts de soutien au développement communautaire dans certaines municipalités.

Des pratiques à faire reconnaître

La croissance de ces réseaux, dont il serait trop long de décrire toute l'évolution, s'est accompagnée d'efforts continus de la part des organisations, tant autonomes que publiques, pour tenter d'obtenir une reconnaissance politique adéquate de leur statut, comme de leur financement.

En effet, bouleversant le cadre souvent étroit des concepts éducatifs traditionnels et formels, l'éducation populaire a toujours eu du mal à sortir de la marginalité dans les programmes et les politiques de l'État.



Le potentiel *subversif* de démarches visant à développer le sens critique et l'implication active dans la vie sociale a toujours inquiété les pouvoirs établis. Questionner la société, ses priorités et ses valeurs, favoriser l'expression d'aspirations trop longtemps étouffées, ce n'est populaire qu'auprès de ceux et celles qui enfin prennent la parole et posent les questions. Ça l'est beaucoup moins auprès de ceux qui devraient y répondre!

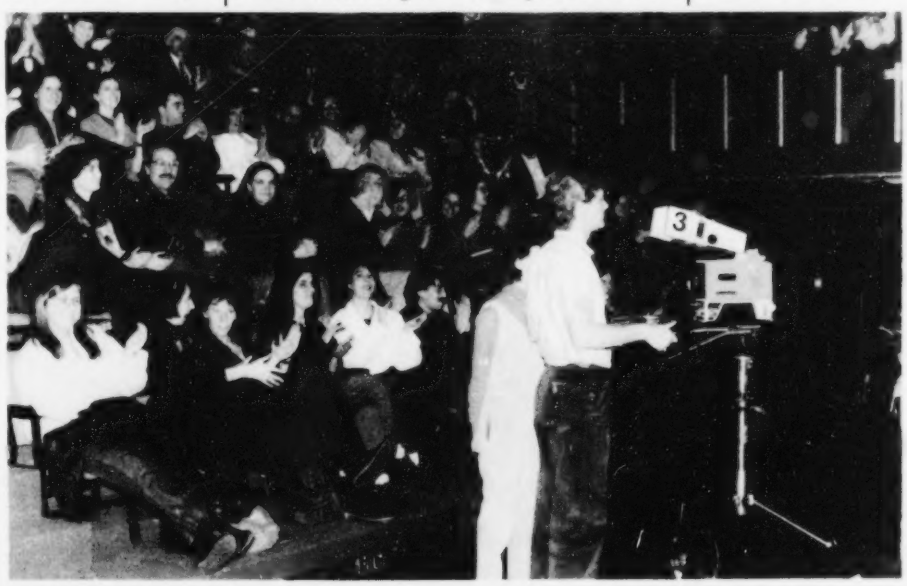
La résistance aux normes préétablies et la volonté farouche d'autonomie des mouvements comme des intervenantes et des intervenants en éducation populaire se heurtent constamment aux volontés de contrôle des appareils d'État sur les initiatives des citoyens.

Même si des progrès ont été réalisés et qu'on peut constater chez les pouvoirs publics un effort de consultation des principaux intéressés, ces acquis sont fragiles. **Les programmes de soutien du ministère de l'Éducation et les faibles sommes investies ne reflètent pas encore une réelle volonté politique de considérer l'éducation populaire comme une composante essentielle d'un système d'éducation permanente, du développement social et de la vie démocratique.**

À l'aube des années 90...

Pour l'ICÉA, il est important que soient mis en relief l'originalité et l'impact de l'éducation populaire et que l'on s'interroge sur le contexte dans lequel les organismes ont à intervenir, ainsi que sur les conditions à réunir pour favoriser au maximum leur rôle de promotion collective.

Quelles sont les perspectives qui se dessinent pour les prochaines années? Quelles orientations l'État entend-il prendre face aux populations les plus touchées par les transformations du monde du travail, le taux de chômage élevé, la précarisation des emplois et la persistance de la discrimination que subissent les femmes? Quelles mesures envisage-t-il prendre afin que soit assurée à tous et à toutes la possibilité de se former, de se perfectionner ou de se recycler, autant pour gagner sa vie que pour vivre en société? Quels effets le libre-échange et la mondialisation des marchés auront-ils sur les politiques sociales et les conditions de vie des couches les plus vulnérables de la population? Il faut particulièrement se préoccuper, nous semble-t-il, de préserver la spécificité de l'éducation populaire, dans un contexte où l'État, par exemple, tend de plus en plus à obliger les groupes communautaires à assurer les services individuels de première ligne qu'il ne veut plus dispenser et ce à moindre frais: dans ces conditions, comment ceux-ci peuvent-ils conserver leur rôle de prévention, d'éducation, de promotion collective?



Plus que jamais la concertation entre les différents acteurs de l'éducation populaire nous semble à propos, autant pour mieux saisir les défis que devra relever l'éducation populaire, que pour mettre en place les conditions qui lui permettront de le faire.

LA CHERCHEUSE *BAND-AID*

Monologue de Johanne Doré

Au Québec, les démarches d'éducation populaire sont portées par plusieurs réseaux qui se sont développés parallèlement, avec peu d'occasions de bien se connaître. Chacun a son histoire, chacun a ses pratiques, relativement peu connues hors du réseau.

La marginalisation du secteur de l'éducation populaire dans les politiques de l'État et le peu de ressources qui lui sont consenties ont exacerbé les contradictions entre les différents acteurs de l'éducation populaire. Cela a eu pour effet de renforcer le repli des mouvements sur la défense de leur identité et de leur survie, souvent au détriment de la recherche d'alliances et de collaboration.

Il est donc inévitable que circulent de nombreux préjugés, parfois issus de mauvaises expériences, mais souvent générés par une méconnaissance mutuelle de l'évolution, des objectifs et des pratiques de chacun.

À l'ouverture du colloque, l'ICÉA avait demandé à la monologuiste Johanne Doré de nous tirer un portrait de famille, car rien de tel que l'humour pour se décaper d'un bon nombre de préjugés ou, pire, de l'indifférence. Personne n'a été épargné! En voici quelques extraits.

Johanne Doré est une humoriste dont les interventions « sur mesure » ont déjà animé bien des activités de groupes de femmes, de groupes populaires et de syndicats. On peut lire 36 de ses monologues dans une publication de Remue-ménage, « Si le 9-1-1 est occupé! ». Pour la rejoindre: téléphone (514) 982-0730

▶ *Bonjour,*
Je suis la professeure Band-Aid Diachylon, chercheuse de profession. J'ai toujours voulu faire de la recherche, car ma vie est un gros bobo...
L'autre jour, j'ai été approchée par l'ICÉA. J'ai reculé, mais ils m'ont suivie... pis là, y m'ont demandé de faire une recherche sur l'éducation populaire. J'ai dis wow, ça doit pas être payant ça... mais j'ai accepté pareil.

▶ *Le réseau communautaire est très vaste: il va de Standstead à l'Ungava et de l'accueil au chômage.*
Parce qu'il y a beaucoup de monde là-dedans, on dit que ce sont des groupes populaires. J'ai demandé à mon père s'il connaissait des groupes populaires, y a dit oui, les Beatles et les Baronets. Là mes plasters ont saigné et j'ai compris que je faisais fausse route.
Alors, j'ai interrogé l'Histoire. Ça l'air que le nom **communautaire** *ça vient du mot* **commune**. *Ça c'est des groupes qui existaient dans les années 70. Pis tout d'un coup, ces groupes là sont passés de 5 dans un lit à 25 autour d'une table. Ça devait être plus pratique pour jaser, pis pour donner des cours... Mais ce qui est difficile avec le communautaire là, c'est de savoir quand le cours est commencé, parce que pour eux autres, la vie du monde est une grande leçon... ça veut-tu dire que c'est le destin qui est le professeur? Mystère et éprouvette!*

▶ *Le réseau institutionnel offre une variété inouïe de cours qui vont de* ***Micro-ondes I*** *à* ***Pac man IV***, *en passant par le développement psycho-moteur de votre tondeuse à gazon. C'est instructif... pis en plus, ils offrent aussi des cours sur mesure. Mettons que vous avez besoin d'un habit... ben vous demandez un cours d'habit, pis ils vont vous en faire un sur mesure... C'est fin hein!*
En gros, les commissions scolaires font une bonne job, c'est dans le détail que ça fait dur. Mais là, y ont décidé de se mettre ensemble. Prenons Montréal: ça regroupe asteure 12 commissions scolaires et 59 commissions des liqueurs, comme quoi on alloue plus d'argent à la déformation des adultes qu'à leur formation.

▶ *L'éducation syndicale a deux buts principaux et deux cent vingt-neuf (229) buts secondaires. Aujourd'hui, nous allons voir les buts principaux. La formation donnée par une centrale syndicale a pour premier objectif d'élever la conscience de ses membres et pour deuxième objectif d'enlever des membres aux autres centrales (...)*
Parmi les cours offerts dans ce réseau, notons (...) ***Sentez-vous sécuritaire au travail.*** *Notez que la C.S.S.T. donne aussi des cours là-dedans. Mais il y a une grosse différence. Par exemple, la C.S.S.T. va conseiller aux travailleurs d'attacher leurs deux lacets de bottines ensemble, tandis qu'un syndicat va conseiller aux travailleurs d'attacher un lacet après le lacet de son camarade d'à côté. Dans les deux cas, une chute est prévisible, mais l'idéologie est différente...*

▶ *Voilà donc les résultats de ma recherche. Une seule question demeure, mais elle est importante. La question c'est: Qu'est-ce que l'éducation populaire? Là, deux options s'offrent à moi: A) C'est un cure-dent; B) Une bouteille de rhum.*
A) Un cure-dent parce que le financement est mince et que c'est pratique pour aller chercher des miettes dans les dents des politiciens;
B) Une bouteille de rhum parce que le monde aime ça, que ça a de nombreux adeptes et qu'il y en a beaucoup qui peuvent pu s'en passer...

Le texte complet du monologue est disponible à l'ICÉA: **La chercheuse Band-Aid**, texte de Johanne Doré.

L'éducation populaire a une histoire

Les grands esprits populaires

Albert Saint-Martin et l'Université ouvrière

Albert Saint-Martin est sans doute un des personnages les plus attachants de l'action populaire et ouvrière à Montréal du début du siècle. Ses réalisations originales préfigurent le mouvement communautaire des années 70 (comptoirs alimentaires en 1907, commune rurale en 1915, comité de sans-travail en 1914, association humanitaire en 1914). Militant socialiste, il participa à la fondation du Parti ouvrier de Montréal (1904) dont il fut le candidat dans Saint-Jacques en 1905, et à celle du parti socialiste du Canada. En 1906, il organisait la première manifestation du 1er mai à Montréal.

Pamphlétaire ironique et mordant, ses brochures et ses articles prenaient pour cibles les pouvoirs établis et tout particulièrement les institutions de charité qu'il accuse d'assassiner *la race canadienne volontairement et lentement...*[1]

C'est comme éducateur populaire que sa contribution fut sans doute la plus marquante: fondée en 1925 par Saint-

Albert Saint-Martin (vers 1910)

L'éducation populaire est la plus ancienne forme d'éducation des adultes et celle qui a initié, expérimenté et développé en grande partie les pratiques éducatives spécifiques aux adultes. Lors du colloque, nous avons voulu reprendre contact avec quelques-unes de nos racines. En effet, on ne se donne jamais assez l'occasion de se dire, ou de se faire dire, les femmes, les hommes et les mouvements qui nous ont précédés dans cette marche vers l'autonomie, la dignité et la solidarité qu'est l'éducation populaire.

En utilisant la formule de l'émission télévisée *Les grands esprits*, lors de l'assemblée d'ouverture du colloque, nous voulions réunir et faire se confronter, au delà du temps et de l'espace, des personnages impliqués dans des mouvements qui ont marqué la vie sociale, culturelle et politique par leurs efforts d'éducation populaire.

En rendant hommage à ces femmes et à ces hommes trop peu connus, nous voulions aussi identifier les continuités, les similitudes dans nos démarches, dans nos acquis, comme dans nos doutes et même dans un certain nombre d'échecs, malgré les ruptures idéologiques, les changements d'époque et de conjoncture.

L'histoire de l'éducation populaire au Québec reste encore à écrire [1]. Ce sketch constitue une modeste contribution à cet effort de réappropriation d'un riche passé d'actions innovatrices et solidaires. Nous présentons ici quelques éléments de la recherche qui a été effectuée pour l'écrire. Le texte du sketch est disponible à l'ICÉA:

Les grands esprits populaires, texte de Johanne Doré, recherche de Bernard Vallée, ICÉA, 1990, 32 pages.

1 / Voir Bernard Vallée, **Évolution des concepts en éducation populaire**, document de travail, ICÉA, 1988.

Martin et ses amis, l'Université ouvrière exerça une influence importante dans les milieux ouvriers et populaires. On y donnait des conférences sur des sujets très variés touchant à des éléments de culture générale alors inaccessibles aux milieux populaires (histoire, littérature, économie politique, géographie, astronomie, etc.) et soulevant des débats idéologiques autour des droits des femmes, de la religion, des questions internationales ou de l'actualité politique.

Ce n'est pas seulement les thèmes des conférences qui attiraient chaque semaine quelques centaines de participantes et de participants; c'est aussi la formule même de ces assemblées souvent contradictoires: après les trente minutes allouées à l'oratrice ou à l'orateur, tout auditeur pouvait poser des questions et même monter à la tribune pour faire ses commentaires. On pouvait ainsi exprimer ses opinions dans un cadre de débat intense, mais souvent détendu.

Saint-Martin y donne même des cours d'art oratoire pour permettre aux ouvriers et aux chômeurs de préparer leurs allocutions. On y organise aussi également des soirées populaires, on y monte des pièces de théâtre, on y organise des parties de cartes, autant d'activités qui sont des occasions de rencontre et d'échange d'idées. Une bibliothèque-librairie permet de prêter et de vendre des livres.

L'anti-cléricalisme d'Albert Saint-Martin et sa contribution à la diffusion des idées socialiste allaient provoquer la concentration des attaques du clergé, des médias, du gouvernement et des organisations fascistes, sur le travail d'éducation populaire réalisé par l'Université ouvrière: saccage des locaux en 1930 par des étudiants de l'Université de Montréal; 1931, attaque de l'Université par de jeunes militants de la JOC; 1931 et 1932 campagne de presse (Le Devoir surtout) pour faire fermer l'Université ouvrière; en 1933, loi spéciale du gouvernement provincial pour dissoudre l'Université, inculpation d'Albert Saint-Martin de libelles séditieux et blasphématoires; Saint-Martin est aussi sauvagement battu par des jeunes fascistes. L'Université ouvrière disparaît en 1935 et Saint-Martin ne réussit pas à obtenir de permis d'opération de salle publique pour poursuivre ses activités éducatives et sociales. Il meurt en 1947 à l'âge de 83 ans.

Photo: Glenbow, Alberta Institute

Manifestation de chômeurs (années 30)

1 / Les sandwiches à la *shouashe*, 1932.

Pour en savoir plus:

LARIVIÈRE, Claude, **Albert Saint-Martin, militant d'avant-garde** (1865-1947), Montréal, Éditions coopératives Saint-Martin, 1979, 290 p.

FOURNIER, Marcel, **Communisme et anticommunisme au Québec (1920-1950)**, Montréal, Éditions coopératives Saint-Martin, 1979, 165 p.

Idola Saint-Jean, la sufragette

Photo: revue La Sphère féminine

Idola Saint-Jean

Idola Saint-Jean est née à Montréal en 1880. Figure marquante de la lutte pour le droit de vote des femmes, elle se distingue des autres leaders de ce mouvement par la *modernité* de sa pensée politique et sociale, par la diversité des stratégies d'action qu'elle anime et par son statut de femme autonome économiquement.

Professeure de diction et de littérature, elle oeuvra aussi en journalisme. En 1927, Idola Saint-Jean fondait l'Alliance canadienne pour le droit de vote des femmes, une organisation plus ouverte aux travailleuses et à leurs préoccupations que les autres mouvements de femmes de l'époque. Pendant quatorze années consécutives, les membres de l'Alliance et de la Ligue des droits de la femme entreprirent conjointement et solidairement de longues et multiples marches sur le Parlement de Québec. Ce tenace moyen de pression et de sensibilisation de l'opinion publique aboutit en 1940 à l'obtention du droit de vote pour les femmes.

Idola Saint-Jean et l'Alliance voyaient dans le vote des femmes une arme pour corriger les injustices sociales dont les femmes étaient victimes. C'est ce qui explique l'importance de leurs interventions pour la défense du travail féminin, pour l'ouverture aux femmes de l'ensemble des professions, pour leur autonomie financière et pour la révision du code civil.

Les *pèlerinages* annuels au Parlement n'étaient pas les seuls moyens de sensibilisation et d'action mis en oeuvre par Idola Saint-Jean et ses compagnes. L'éducation sociale, économique et politique des femmes était au coeur des activités de l'Alliance: assemblées et conférences publiques étaient organisées, en plus d'une bibliothèque mobile et de services juridiques pour les ouvrières. Idola Saint-Jean n'hésita pas non plus à se présenter comme candidate aux élections fédérales de 1930, utilisant cette tribune pour attirer l'attention de l'opinion publique. En plus du journal **La Sphère féminine**, l'Alliance animait une émission radiophonique **L'Actualité féminine** où l'on faisait état de la situation générale des femmes.

Photo: revue Forces

Un groupe de suffragettes manifestent à l'Hôtel de Ville de Montréal, en 1928. Au premier plan, tenant pancarte, Idola Saint-Jean.

Pour en savoir plus:

LAMOUREUX, Diane, **Citoyennes? Femmes, droit de vote et démocratie**, Montréal, Éditions du Remue-ménage, 1989, 195 p.

DARSIGNY, Maryse, **L'épopée du suffrage féminin au Québec (1920-1940)**, Montréal, Université du Québec à Montréal, 1990, 33 p.

COLLECTIF CLIO, **L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles**, Montréal, Quinze, 1985, 524 p.

Léa Roback et la passion de la justice

Léa Roback est née à Montréal en 1903 dans une famille ouvrière. Comme beaucoup de juifs d'Europe centrale, ses parents d'origine polonaise avaient émigré pour fuir l'oppression tzariste.

À 16 ans, elle commença à travailler comme employée de commerce avant de s'embarquer pour la France en 1925 pour poursuivre ses études. On la retrouve à Berlin où, de 1929 à 1932, elle assiste à la montée du nazisme et de l'antisémitisme. Elle adhèrera au Parti communiste. De retour à Montréal, elle tiendra la première librairie marxiste.

En 1936, elle devint organisatrice syndicale à l'Union de la robe (UIOVD) où elle s'occupera du département de l'éducation jusqu'en 1939. La formation, c'est le pilier d'une organisation syndicale: *Pour que le syndicat soit vraiment un outil de défense, il faut que les ouvrières apprennent à se protéger par la connaissance de ce qu'est le travail, combien ça doit payer, surtout dans cet atroce système du travail à la pièce.* Elle travailla à la formation des déléguées, à l'organisation de grèves dont celle de 1937 où 5 000 ouvrières, *les midinettes*, débrayèrent pendant trois semaines et gagnèrent la reconnaissance de leur syndicat et de meilleures conditions de vie et de travail.

La plupart des ouvrières n'avaient jamais eu la possibilité de s'instruire. On donne alors des cours d'alphabétisation ainsi que des cours de français et d'anglais. On organise aussi des cours de relations humaines, de danse et d'artisanat, ainsi que des groupes de lecture et de discussion.

Photo: André Quéry

Léa Roback, 1987

Elle s'est impliquée, d'autre part, dans le travail du quartier avec son atelier d'art pour les enfants de Rosemont et dans le groupe Solidarité féminine qui venait en aide aux familles de chômeurs expulsées de leur logement.

De 1941 à 1952, elle poursuivit son travail de formation et d'organisation syndicale à RCA-Victor dans le quartier Saint-Henri. Plus tard, elle s'impliquera activement dans le mouvement pour la paix et aujourd'hui encore, à 87 ans, elle apporte son soutien aux luttes pour des droits des femmes et des autochtones. Inlassable, elle ne semble jamais se décourager des combats toujours à recommencer: *Voyez-vous là-bas par la fenêtre? Regardez le firmament: y'a beaucoup de gris n'est-ce pas? Mais entre le noir-gris et le gris-blanc, il y a du bleu. Eh bien, moi, je me concentre sur le bleu.*

Pour en savoir plus:

LACELLE, Nicole, **Madeleine Parent et Léa Roback. Entretiens avec Nicole Lacelle**, Montréal, Éditions du Remue-ménage, 1988, 181 p.

COLLECTIF CLIO, **L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles**, Montréal, Quinze, 1985, 524 p.

LEBOEUF, Lucie, *Léa Roback ou comment l'organisation syndicale est indissociable de la vie de quartier*, dans **Dossiers Vie ouvrière**, no 128, 1978, pp. 461 à 470.

La JOC et la formation dans l'action

Au début du XXe siècle, l'Église doit affronter des transformations socio-économiques et politiques nombreuses. C'est en s'appuyant notamment sur l'Encyclique Rerum Novarum que l'Église du Québec a élaboré ou défini de nouvelles formes d'encadrement. Ce sont les agriculteurs et les ouvriers qui, les premiers, s'inscrivirent dans divers mouvements catholiques. Mais c'est vraiment après la crise des années 30 que l'Action catholique prit véritablement de l'ampleur et rejoignit un nombre important de Canadiens français de tout âge.

Le mouvement des Jeunesses ouvrières catholiques (JOC) jouera en particulier un rôle important au cours des années 40 et 50. La conception pédagogique qu'il a mise de l'avant mérite qu'on s'y arrête plus spécifiquement.

Fondée en 1931, la JOC s'adressait aux jeunes ouvriers des deux sexes. Deux principes étaient à la base de l'action menée par le mouvement. Le principe de l'enquête: toute étude, projet, réflexion doit partir du réel découvert par l'enquête individuelle ou collective. Le principe de la formation par l'action: la JOC vise à donner aux Jocistes une formation dans la vie, fondée sur des expériences concrètes, plutôt que sur des savoirs livresques et théoriques. Très tôt, différents services furent mis en place: service médical, service d'épargne, bibliothèques, camps de vacances, service de préparation au mariage.

Le mouvement de la JOC est important par la philosophie de l'action qu'il a inculquée à ses militantes et à ses militants (5 000 militantes et militants et plusieurs milliers de sympathisants à la fin des années 40). Basée sur le voir-juger-agir, celle-ci se concrétisait par une pédagogie de conscientisation qui a marqué toute une génération. Cette méthode a été développée par le fondateur du mouvement en Belgique pendant les années 30, Mgr Cardijn, méthode qu'il a probablement empruntée aux communistes de l'époque. Née pour contrer l'influence socialiste et sortie facilement gagnante de la bataille au Québec, la JOC adoptera une méthode comparable à celle d'une organisation politique, d'autant plus efficace qu'elle est simple et fait appel aux principes les plus fondamentaux d'appréhension de la réalité. *Voir* c'est ce qu'on appelle l'enquête sociale qui porte sur des faits répétés, généraux et qui révèlent une situation qu'on est capable d'influencer. L'enquête révélera ainsi la vie réelle et, en même temps, apprendra à voir juste. *Juger* c'est voir les faits et les situations avec des yeux jocistes, d'ouvrières et d'ouvriers catholiques. On peut ensuite *agir*, c'est-à-dire intervenir par une action précise. C'est sur ces bases que la JOC est devenue un lieu de formation pour de nombreux jeunes ouvriers et ouvrières à un moment où personne ne s'intéressait au sort de la jeunesse ouvrière.

Photo: JOC

Semaine d'étude de la JOC, août 1945.

Pour en savoir plus:

COMMISSION D'ÉTUDE SUR LA FORMATION DES ADULTES, **L'éducation des adultes au Québec depuis 1850: points de repère, le rôle et la place de l'Église**, Gouvernement du Québec, 1982, pp. 53 à 56.

CLÉMENT, Gabriel, **Histoire de l'Action catholique au Canada français**, Montréal, Fides, 1972, 331 p.

LACELLE, Nicole, **La JOC 1961-1965, méthode et dimension internationale**, Montréal, ICÉA,1981,18 p.

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'ENSEIGNEMENT POST-SCOLAIRE, **Répertoire national de l'éducation populaire au Canada français**, Québec, SCEP, 1949, 332 p.

ENTREVUE

L'éducation populaire, une mission de l'école publique

Entrevue avec Denise Desmarchais, du Centre de ressources en éducation populaire de la Commission des écoles catholiques de Montréal (CECM)

Q. De quelle façon la Commission des écoles catholiques de Montréal (CECM) s'implique-t-elle dans l'éducation populaire?

D.D. Nous proposons des ressources humaines aux groupes qui offrent des activités éducatives à nos clientèles cibles. C'est à partir des demandes, des besoins des organismes et du milieu que nous orientons cette assistance qui ne se traduit pas en argent mais plutôt en temps d'animation. Depuis quelques années, certaines activités ont été abandonnées et il n'y a malheureusement plus, au Centre de ressources en éducation populaire de la CECM, d'offres d'activités qui s'adressent directement à la population. Ceci dit, si nous nous apercevons qu'une activité souvent demandée n'existe nulle part ailleurs, nous pourrons à ce moment l'offrir nous-mêmes exceptionnellement.

Q. Vous dites que vous n'offrez plus certaines activités, pourquoi?

D.D. Pour expliquer cette situation, il faut remonter à 1982. C'était l'époque des grandes compressions budgétaires du gouvernement québécois et la Direction générale d'éducation des adultes (DGEA) a dû considérablement diminuer son enveloppe budgétaire, ce qui s'est traduit par une baisse importante de ses subventions. Comme les autres, nous en avons souffert. Actuellement, notre budget annuel correspond grosso modo à ce que nous avions en 1982. C'est pourquoi nous avons dû exclure certaines activités qui étaient offertes antérieurement, resserrer nos critères d'admissibilité et prioriser les projets en fonction des clientèles que nous tentons d'atteindre plus particulièrement.

Q. Quels sont ces critères d'admissibilité?

D.D. L'organisme qui fait une demande doit d'abord être à but non lucratif et ne doit pas avoir de sommes déjà prévues à son budget pour la formation demandée. Cet organisme doit également viser, par son activité d'éducation ou de formation, une population résidante d'une zone reconnue comme défavorisée. Finalement, le projet doit s'adresser à une de nos clientèles cibles, soit les handicapés, les personnes agées, les bénévoles et les démunis.

Q. Quels sont les organismes qui vous font des demandes?

D.D. Les projets proviennent essentiellement des organismes de quartier de toutes sortes, des CLSC, des coopératives d'habitation, des associations de résidents de HLM, des groupes de femmes, des organismes de bénévoles. En fait, plus de 30 % sont issus des organismes volontaires d'éducation populaire (OVEP).

Q. Quels buts la CECM poursuit-elle en faisant de l'éducation populaire?

D.D. L'éducation populaire est un champ d'activité non scolarisant qui permet à des gens de faire leur propre bout de chemin, comme personnes et comme citoyens. On a tous à un moment ou à un autre besoin de s'attarder, de réfléchir et d'examiner ce qui se passe autour de nous. Récemment, un organisme qui travaille en santé mentale nous a fait une demande: les responsables désirent offrir aux utilisateurs la possibilité de réfléchir sur leur sexualité. Nous avons contribué à ce projet en fournissant une personne-ressource pour animer ces ateliers. Où ces gens auraient-ils pu s'adresser pour obtenir de l'aide sinon au milieu non formel qu'est l'éducation populaire? C'est pour ça que nous sommes là.

Q. Vous étiez au colloque de l'ICÉA. Aviez-vous des attentes?

D.D. Oui, parce que j'avais hâte que nos trois réseaux d'éducation populaire se rencontrent pour pouvoir échanger sur ce qui se fait, sur ce qui continue d'être véhiculé comme philosophie dans chacun des milieux.

Q. Quel bilan en faites-vous?

D.D. Je suis déçue par les positions prises par certains qui ne faisaient aucun discernement, qui avaient une opinion toute faite de l'éducation populaire offerte par les commissions scolaires. On nous a dit: *la conscientisation, ça ne vous appartient pas, vous autres, c'est l'information.* Pourtant, ce n'est pas comme ça qu'on se situe, la conscientisation fait partie de nos objectifs. Par contre, ce que l'on réalise avec certains groupes, c'est que nous travaillons avec des personnes qui se trouvent momentanément démobilisées, et ce n'est pas demain matin que nous allons les faire sortir dans la rue. Il doit y avoir des prémisses à l'éducation sociale et politique à laquelle je crois pleinement. Différentes problématiques ont pris le dessus depuis quelque temps et il faut que l'éducation populaire le reconnaisse.

Q. Les commissions scolaires sont souvent perçues comme les *riches* de l'éducation populaire...

D.D. Je le sais et ça me désole. Nos ressources ne sont pas illimitées. La CECM alloue au Centre un nombre d'heures précis. On doit souvent faire valoir nos besoins et à l'occasion insister pour obtenir les ressources nécessaires à notre fonctionnement. Il est faux de croire que nous sommes plus riches que les autres. L'éducation populaire à la CECM fait partie d'une structure bien établie, certes, mais nous n'en sommes qu'une partie. Les réseaux institutionnels et autonomes fonctionnent avec leurs moyens, qui ne sont pas considérables, ni d'un côté ni de l'autre.

Q. Comment pourra-t-on arriver à une concertation entre les trois réseaux d'éducation populaire?

D.D. Il faudrait faire un grand jeu qui permettrait à chacun d'exprimer ses rancoeurs et ses préjugés. Je dis à l'ICÉA: vous avez maintenant soulevé la poussière, il faut faire l'autre bout de chemin qui consiste à tenter de faire ressortir des solutions pratiques aux problèmes qui ont été soulevés. Je ne vois pas pourquoi nous serions incapables, chacun de notre côté, d'accepter le bout de chemin qui est parcouru par les autres.

Alain Bisson

L'ÉDUCATION POPULAIRE EN PRATIQUE

La « foire aux pratiques »

La richesse de l'éducation populaire au Québec n'aura jamais été aussi évidente que lors de la *foire aux pratiques*, tenue au cours de la deuxième journée du colloque. Trente-six ateliers, une trentaine de kiosques et des projections de vidéos, présentés par autant d'organismes, ont permis aux participantes et aux participants de constater de visu quelques-unes des réalisations des groupes d'éducation populaire de la province. Pour plusieurs, ce fut l'occasion de puiser à cette source presque intarissable d'ingéniosité et de créativité, de développer de précieux contacts, puis de retourner dans leur milieu la tête remplie de bonnes idées.

DES ATELIERS

- **Les méthodes et les approches en éducation populaire**

Plusieurs organismes ont profité de l'occasion pour faire l'inventaire des méthodes et des approches qu'ils privilégient pour atteindre leur *population cible*. À partir d'un outil d'animation (le jeu des mots et des attentes), l'atelier du collectif québécois de conscientisation, animé par Gisèle Ampleman et Jean-Yves Desgagnés, portait **sur l'approche conscientisante**: *Loin d'être une série d'outils et de recettes miracles, la conscientisation est un processus dynamique qui tient compte de la personne opprimée en tant que sujet créateur de son histoire en vue d'une transformation de la société. Cette approche vise à travailler sur les exploitations économiques, les dominations politiques et les aliénations culturelles et religieuses, tant au niveau du système capitaliste que du système patriarcal.*

Dans un autre atelier, **Éducation populaire, intervention culturelle et... humour**, animé par Anne Dumouchel, du CLSC Longueuil-Est, c'est le théâtre, la chanson, l'audiovisuel et l'illustration qu'on proposait comme outils privilégiés d'information et de sensibilisation. *L'humour, la dérision et la parodie décapent les préjugés* peut-on lire dans le programme de la foire. Le duo Rhythm'Activism et la monologuiste Johanne Doré ont illustré de façon bien sentie quelques-uns de ces moyens d'intervention originaux et très efficaces.

⇨

Jeu-questionnaire

(réponses à la page 34)

Q1. Comment s'appelait l'organisme de formation syndicale fondé en 1963 par le Congrès du travail du Canada (CTC), la FTQ et les Universités de Montréal et McGill?

Jeu-questionnaire

(réponses à la page 34)

Q2. Quel était le nom de l'organisme de formation populaire créé en 1911 par les Jésuites?

Jeu-questionnaire

(réponses à la page 34)

Q3. En 1989-1990, quels étaient les budgets consentis par le MEQ pour:

1. Le programme de formation syndicale?
2. Le programme d'éducation populaire dans les commissions scolaires?
3. Le programme de soutien à l'éducation populaire autonome?

Jeu-questionnaire

(réponses à la page 34)

Q4. En quelle année fut fondé le service d'éducation de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC), l'ancêtre de la CSN?

Pour ceux et celles qui avaient plutôt envie d'un aperçu des méthodes développées par le milieu syndical, particulièrement en ce qui a trait aux problèmes extérieurs aux conventions collectives, tels la toxicomanie ou l'endettement, Pierre Dupuis et Elyse Tremblay ont proposé une séance de formation portant sur la relation d'aide, laquelle fait partie du programme de **délégués sociaux** du Conseil des travailleurs et travailleuses du Montréal métropolitain (CTM-FTQ).

• Des outils pour les intervenants

Vous travaillez en éducation populaire ... mais vous vous demandez si vous pourriez vous donner des moyens de mieux fonctionner dans votre groupe. Vous aimeriez acquérir des méthodes de travail qui correspondent à vos besoins?, interroge Françoise Guay, du secteur promotion communautaire du Centre St-Pierre. Dans l'atelier **Du perfectionnement *sur mesure* dans un groupe populaire**, elle présentait le travail fait par le Centre St-Pierre auprès des groupes qui tentent de mieux s'y retrouver dans le méandre de leurs tâches quotidiennes. Dans la même veine, le Centre de ressources en éducation populaire de la CECM, avec Reina Comte et Louise Rainville, conviait à découvrir un projet permettant le ressourcement des intervenants en éducation populaire. Cet atelier, intitulé **Leaders de quartier**, interpellait ceux et celles qui souffrent de solitude dans leur engagement ou qui ont l'impression d'être à bout de souffle, et les autres qui désirent partager leurs expériences avec d'autres bénévoles et qui aimeraient rejoindre plus efficacement les gens pour assurer une relève.

L'analyse des besoins en éducation populaire a également été abordée par Claude Poulin, de la Commission scolaire de Thetford-Mines, qui a divulgué un certain nombre d'outils (guides conceptuels d'analyse, pyramides des besoins, etc.) qu'il utilise avec les groupes de son milieu. De son côté, Michel Gagné, de la Commission scolaire des Chutes-de-la-Chaudière, insistait sur l'importance des **Cahiers d'éducation populaire** comme outil de réflexion et d'échange en éducation populaire. En compagnie des personnes présentes à l'atelier, il a esquissé quelques avenues de collaboration possibles visant la réalisation et la publication de tels documents.

Et justement, **Le Nord et le Sud, un monde branché** – un document d'initiation aux relations internationales par le biais du problème de la famine en Afrique – est le plus récent rejeton du groupe **La maîtresse d'école**. Michel Desjardins, Colette Noël et Paule Dufour présentaient en effet divers ouvrages produits depuis 1980, illustrant ainsi leur approche de *pédagogie progressiste*.

Enfin!, un outil qui permet aux femmes d'identifier les compétences acquises par le travail au foyer et par le travail bénévole, a-t-on souligné lors de l'atelier **Question de**

compétences, un outil au service des femmes, animé par Rachel Bélisle, du projet conjoint de l'ICÉA, Coffre et Relais-Femmes. Un vidéo, un jeu et un document écrit composent l'essentiel du coffret qui s'adresse aux groupes qui interviennent auprès des femmes.

L'audiovisuel est un outil privilégié d'intervention, renchérit l'organisme Parlimage, qui présentait l'atelier **Le changement, Parlimage** où Marie-Andrée Parent initiait les gens aux techniques d'animation par l'audiovisuel. On y a appris que Parlimage offre des stages en animation, réalisation, production, scénarisation, montage de film et de vidéo, et en télévision. Parlant du petit écran, Guy Brouillette, de la CEQ, s'est chargé pour sa part de l'atelier **Investir la télévision publique, c'est possible**. Chacun était invité à échanger sur l'opportunité pour les groupes populaires et syndicaux d'utiliser le potentiel considérable de la télévision pour la diffusion d'outils d'information, de sensibilisation et de formation.

On a de plus abordé le financement et la production de documents audiovisuels.

Pour ceux et celles qui n'ont pas eu peur de se dégourdir les jambes, le **Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDEACF)** a offert une visite guidée de ses locaux, à deux pas de l'UQAM. Le Centre rassemble des documents de base pour l'information, l'intervention et la recherche dans les champs de l'éducation des adultes et de l'alphabétisation, et sur l'ensemble des domaines relatifs à la condition des femmes.

• Présentations de matériel pédagogique

Dans l'atelier **Ça fait pas partie d'la job**, le Groupe d'aide et d'information sur le harcèlement sexuel au travail a présenté les éléments pivots d'une session d'information, ainsi qu'un guide d'action contre le harcèlement sexuel au travail. Par ailleurs, **L'image de la femme dans la publicité**, titre de l'atelier et sujet auquel se consacre Évaluation-médias, a également été discutée. À partir d'un diaporama et d'une grille d'analyse féministe,

Jeanne Hubert et Jeanne Maranda ont introduit une activité de décodage des images publicitaires.

Est-il possible de se nourrir sainement quand on a un budget serré? *Les gens n'ont pas les moyens de manger chaque jour tout ce qu'il faut pour la santé*, répond Jocelyne Gauvin d'Action-alimentation du Carrefour d'éducation populaire de Pointe St-Charles, qui animait l'atelier **Bien manger sans se ruiner**. À partir d'un vidéo produit par le groupe, on a présenté quelques éléments de cette démarche de sensibilisation et d'action sur l'alimentation en milieu populaire. De Pointe-St-Charles également, un groupe de jeunes mères a réalisé un vidéo pour prendre la parole sur leurs conditions de vie afin de sensibiliser leur milieu. L'animation de cet atelier, sous le titre **Des images à notre image**, était de la responsabilité du Centre St-Pierre et de la Clinique communautaire de Pointe St-Charles.

Dans l'atelier **Des outils pour que la planète se porte mieux**, animé par Nicole Dubois, du Centre de femmes du Témiscouata, on présentait un coffret d'animation fait à partir d'illustrations. Celui-ci vise à soutenir une démarche de concientisation des femmes sur leur condition, mais aussi, précise Madame Dubois, à initier des actions concrètes.

Pour tout savoir sur **les coopératives de travail**, Henri Lamoureux, du Mouvement

⇨

Jeu-questionnaire

(réponses à la page 34)

Q5. Quel organisme a écrit: *On se rend facilement compte, que le besoin d'éducation non formelle va augmenter sans cesse pour les adultes qui doivent faire face à des transformations et à des bouleversements sociaux et culturels se succédant avec une rapidité de plus en plus grande. C'est à la fois l'individu dans son comportement et la société dans ses structures qui ont besoin d'adaptation constante et pour qui l'éducation des adultes est devenue, depuis quelques années, une exigence primordiale au même titre que la formation scolaire.*

Jeu-questionnaire

(réponses à la page 34)

Q6. En quelle année fut lancé, par la DGEA, le Programme de services éducatifs d'aide personnelle et d'animation communautaire (SEAPAC), précurseur de l'éducation populaire dans les commissions scolaires?

Jeu-questionnaire

(réponses à la page 34)

Q7. Quel organisme a produit cette définition: *L'éducation populaire est un ensemble d'activités orientées vers l'insertion d'un adulte ou d'un groupe d'adultes dans un processus de responsabilisation. Réalisée selon des formats d'intervention variés, elle vise l'acquisition de connaissances et le développement d'habiletés, d'attitudes et de comportements qui sont greffés aux situations de vie des individus, des groupes et des communautés et qui leur permettent de s'assumer, de mieux exercer leurs rôles et d'occuper leur place de manière active et critique.*

québécois pour la formation des coopératrices et coopérateurs du travail, a présenté une série d'instruments pédagogiques développés dans le cadre d'un programme de formation. Dans une salle adjacente, **le manuel des comment et des pourquoi**, un outil de formation élaboré pour mieux préparer les membres à l'organisation et au fonctionnement de la vie associative, a fait l'objet d'une présentation de Marthe Rousseau, de la Fédération des familles d'accueil du Québec.

Parce que la réalité des personnes handicapées est méconnue, l'Association régionale du loisir pour personnes handicapées de Lanaudière a présenté son jeu de société géant **L'Es-**

carg'homme. Par des mises en situation et des jeux de rôles, ce jeu suscite une prise de conscience et une meilleure connaissance des principaux éléments de la problématique de l'intégration des personnes handicapées.

Existe-t-il un Montréal *différent*? Une visite guidée, organisée par le collectif d'animation urbaine l'**Autre Montréal**, a permis de lever le voile sur quelques aspects souvent occultés d'un Montréal communautaire, à partir de son histoire populaire, des bouleversements qui l'ont marqué et aussi des solidarités qui s'y sont développées.

• Présentations de quelques démarches

Des outils d'analyse pour la prise en charge en milieu urbain était animé par Jean Tremblay, du Centre St-Pierre. Le but de cet atelier était de faire connaître quelques-uns des outils développés par le Centre St-Pierre et de favoriser les échanges sur les pratiques d'éducation populaire en milieu urbain, notamment concernant les questions de logement et d'aménagement. Ailleurs, dans l'atelier **La gestion collective d'un édifice communautaire**, la Corporation de développement communautaire des Bois-Francs a expliqué comment diverses organisations en étaient venues à se regrouper pour occuper et gérer un édifice. Marie Auger animait cet atelier qui a fait ressortir les caractéristiques propres à l'éducation populaire – la prise en charge, la participation et la démocratie – de ce nouveau modèle de gestion.

Et **le chômage: créateur?** C'est ce que soutiennent Carole Benjamin, Michel Boyer et Anne Kittenbeil, du Centre de formation à

l'autogestion de St-Jean-sur-Richelieu. À partir de la pratique de ce groupe, on a débattu de la possibilité *d'aborder le temps de non-emploi dans une perspective de croissance et ainsi créer une nouvelle phase du vécu du chômage, soit celle du chômage créateur.*

Afin de diffuser la culture populaire et les pratiques alternatives dans le domaine des communications, le Centre de recherche en imagerie populaire recueille les archives visuelles qui témoignent de l'action populaire et de l'histoire sociale au Québec. Cette activité et une recherche en cours, qui vise à améliorer les outils d'analyse et de création dans le domaine des arts graphiques et visuels, ont fait

l'objet d'une présentation dans le cadre de l'atelier **Nos images en mémoire... pour la suite de l'Histoire**.

Quand on a appris à aimer à la façon de Blanche-Neige, comment pouvons-nous avoir une prise plus satisfaisante sur notre vie affective?, demande avec à propos Suzanne Barbeau, du secteur familial du Centre St-Pierre. Des femmes ont pris le temps de réfléchir à cette question et d'expérimenter de nouvelles façons d'agir et de sentir. L'atelier **Autonomie affective des femmes**, permettait

d'échanger sur les acquis de cette démarche d'éducation populaire.

Quant à elle, Nicole Bérubé, du Service d'éducation des adultes du Centre de ressources en éducation populaire de la CECM, proposait l'atelier **Vieillir en beauté**. Ce type d'intervention permet aux personnes âgées de se redécouvrir, de se donner du temps à elles-mêmes afin de s'ouvrir à de nouveaux intérêts. Aussi de la CECM, Pierrette Gélineau invitait, pour l'atelier du projet **Relation parent-enfant**, à comprendre tout le sens du travail de soutien aux familles, à identifier ses bons coups, ses difficultés et les interrogations qu'il suscite. Pas en reste, Monique Beaudin-Grenier, une autre intervenante de la CECM,

a relaté, dans l'atelier **Formation de bénévoles**, les expériences de la formation de bénévoles, notamment à la Maison du Père de Montréal.

Les jeunes adultes ont besoin de se prendre en charge, de s'affirmer et de développer les habiletés de base nécessaires pour tendre vers la réussite, affirment Marie Girardin et René Paris, du Mouvement québécois des chantiers, animateurs de l'atelier **Une formule *in* pour les *out***. Et ils invitaient les personnes intéressées à venir constater le travail effectué par leur organisme qui crée un *pont* entre l'école et le marché du travail.

Pas de projet de société? Qu'à cela ne tienne, lance le Carrefour de pastorale en monde ouvrier, qui s'est retroussé les manches et a mis la discussion d'un tel projet au coeur de ses préoccupations. C'est pour partager les résultats obtenus de cette démarche que Viviane Labrie a pris en charge la bonne marche de l'atelier **Une histoire d'escargot: des pratiques pour vivre ensemble nos espoirs**.

Qui n'a pas entendu parler de la campagne de **Pacijou** contre les jouets de guerre? Au cours de l'atelier animé par Diane Savard et Solange Vincent, on a fait part de la stratégie d'organisation de cette campagne tout en dégageant les éléments applicables aux campagnes qui cherchent à rejoindre la population dans son ensemble.

À ce propos, la radio n'est-elle pas un outil de communication de masse qui permettrait de lancer de telles campagnes? À partir de sa grande expérience de radio populaire en Amérique latine, José Ignacio López Vigil répond par l'affirmative. Il proposait une réflexion sur les façons de développer un alternative véritable aux monopoles de communication, lors de l'atelier **La radio populaire en Amérique latine**.

• Le statut et les conditions de travail des intervenantes et des intervenants

Pour faire le point sur ces questions, Christine Daniel, du Centre de formation populaire, a animé une discussion qui s'articulait autour des résultats d'une enquête sur **les grandeurs**

et les misères du salariat dans les groupes populaires. Un peu plus loin, l'**Association des formateurs et formatrices d'adultes du Québec** (AFAQ) conviait à identifier les compétences que l'on se reconnaît comme formatrices et formateurs d'adultes en éducation populaire.

Jeu-questionnaire

(réponses à la page 34)

Q8. Quel organisme a produit cette définition: *L'éducation populaire autonome est une démarche éducative réalisée par des personnes ayant des besoins communs ou vivant des situations problématiques communes, qui font collectivement des activités d'apprentissage par la mise en commun de leurs connaissances et l'acquisition de nouvelles, par la réflexion critique et l'action. L'éducation populaire les amène à une prise de conscience individuelle et collective de leurs conditions de vie et de travail, leur donne les moyens d'avoir plus de contrôle sur leur quotidien et d'influencer les choix collectifs. Elle leur permet d'être plus en mesure de se réaliser personnellement et d'améliorer ou de transformer les conditions sociales, économiques, culturelles et politiques, dans lesquelles elles ont à vivre.*

Jeu-questionnaire

(réponses à la page 34)

Q9. Quel est le nom de l'éducateur populaire brésilien qui a développé l'approche de *conscientisation* dans son travail d'alphabétisation?

DES KIOSQUES D'INFORMATION

Concurremment aux ateliers, la *foire* se continuait sous la forme de kiosques d'information sur la grande place centrale de l'UQAM. Une trentaine d'organismes y présentaient leurs plus récents outils pédagogiques (brochures, vidéos, etc.) ainsi que leurs démarches d'éducation populaire.

On y retrouvait:

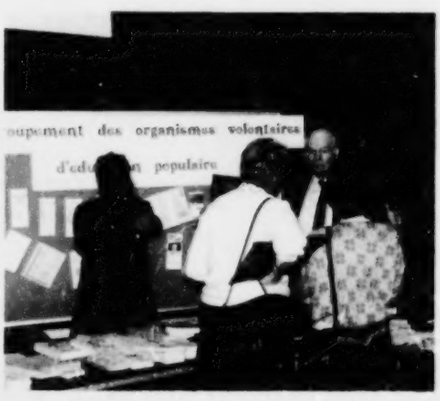
- des groupes de production audiovisuelle ou de revues (la revue de la presse régionale le Mille-feuilles, la revue écologique Contretemps, la revue Vie ouvrière, les Presses de la santé, Vidéo-femmes, Vidéo Tiers-Monde),

- des centres d'animation, de formation et de documentation (les centres populaires de documentation de Montréal et de l'Estrie, le Centre de formation populaire, le Centre de recherche en imagerie populaire, le Centre Saint-Pierre, le Collectif québécois de conscientisation, Évaluation-médias, Pacijou, la Maîtresse d'école),

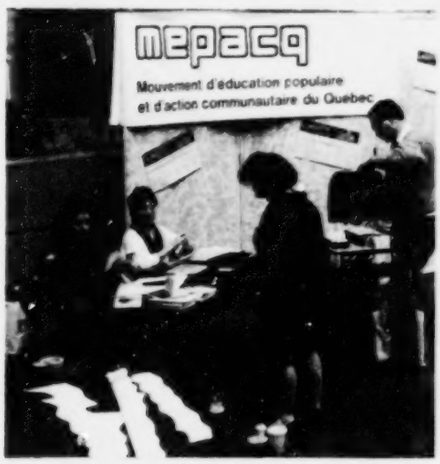
- des commissions scolaires (table régionale d'éducation populaire des commissions scolaires de la région de Québec, le Centre de ressources en éducation populaire de la CECM),

- des groupes de coopération internationale (Carrefour canadien international, Centre canadien d'étude et de coopération internationale),

- des groupes populaires (Atelier d'artisanat du Centre-Ville, Au bas de l'échelle, la Boîte à lettre, le Centre des femmes La Jardilec, le Comité logement de la Petite Patrie, le Regroupement autonome des jeunes).



Plusieurs organismes de promotion de l'éducation populaire présentaient aussi leurs activités et leurs publications (Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec, Regroupement des organismes volontaires d'éducation populaire, Institut canadien d'éducation des adultes).



DES IMAGES... POUR FAIRE CHANGEMENT

Dans une salle adjacente, une projection continue de vidéos produits par ou pour des organismes d'éducation populaire permettait de prendre connaissance d'une sélection représentative des documents audiovisuels populaires (thèmes, traitement, conditions de production).

Alain Bisson

Changer le monde, au quotidien

Dans les ateliers du samedi matin, les participantes et les participants du colloque étaient invités à définir l'apport de l'éducation populaire au développement social. On a tenté d'identifier les convergences, les différences et même les divergences dans leurs démarches, pour ce qui est des objectifs, de l'impact dans le milieu et la société, et des populations qu'ils rejoignent.

À partir d'une *mouvance* caractérisée par une diversité d'histoire, de pratiques, de champs d'intervention et de fonctionnement, est-il possible d'identifier un véritable mouvement d'éducation populaire?

Changer la vie!

C'est bien là l'objectif central de l'éducation populaire, que ce soit à long terme, dans la transformation des conditions sociales, économiques, culturelles et politiques, ou plus à court terme, dans l'amélioration concrète des conditions de vie et de travail.

Pour y parvenir, l'éducation populaire apporte des outils de développement d'une conscience sociale active et critique, qui ne se contente pas de voir, de comprendre et d'analyser les déterminants du milieu, mais qui pousse à l'action. Elle appporte aussi les éléments pour bâtir une meilleure qualité de vie démocratique basée sur l'autonomie des individus et des communautés, axée sur la prise en main de leur propre développement. L'éducation populaire, c'est aussi la recherche d'un projet social pour vivre autrement et en solidarité, projet qu'on tente d'expérimenter concrètement par la mise en oeuvre de services populaires, de luttes pour les droits et de nouveaux rapports entre les gens.

Les différences entre les réseaux, entre les organismes, sont perçues principalement à travers les priorités d'intervention. Les organismes autonomes se réfèrent plus explicitement à un projet social alternatif, bien que peu articulé et plus ou moins incarné dans leurs démarches et leurs réalisations. Dans les institutions publiques, ce projet est davantage porté par les formatrices et les formateurs que par les organismes, et l'on se consacre plus à outiller qu'à mobiliser. Les approches peuvent aussi être différentes et ces différences traversent autant les réseaux autonomes que les réseaux publics: répondre aux besoins immédiats, s'attacher d'abord au cheminement des individus, sont la priorité de certains. Pour d'autres, l'action collective est un moyen privilégié pour développer les attitudes et les alternatives porteuses de changement.

Qu'est-ce qu'on change?

Tout le monde s'entend pour constater que l'impact de l'éducation populaire est difficile à mesurer. Il se traduit davantage en changement de comportement, en conscientisation, qui sont plus identifiables à court terme dans la façon de s'assumer individuellement ou de vivre la démocratie dans les organismes, que dans des transformations sociales et politiques. Mais il faut dire aussi qu'il existe une sorte d'amnésie politique qui empêche souvent qu'on donne le crédit des changements sociaux aux mouvements qui les ont initiés. Il est aussi évident que dans la conjoncture actuelle où les droits sociaux sont remis en question, *ramer à contre courant* permet tout au plus de se défendre et très peu de faire des gains marquants.

L'impact de l'éducation populaire se constate donc principalement par l'appropriation de valeurs fondamentales de la vie démocratique (pouvoir personnel sur sa vie, action collective, conscience critique, justice sociale), qui nourissent les interventions pour l'amélioration des conditions de vie.

Les résultats obtenus varient selon les priorités des divers mouvements : ainsi, les institutions scolaires soulignent l'importance de leurs activités d'éducation populaire pour la démocratisation de l'accès à l'éducation; les syndicats voient dans leurs démarches de formation une augmentation de la capacité de leur mouvement d'influencer le développement économique; les groupes populaires évaluent que leur action s'oppose à la banalisation de la pauvreté et de la discrimination en mettant en lumière les nouveaux enjeux sociaux et en construisant des alternatives.

Ça change pour qui?

Dans les milieux actifs en éducation des adultes qui s'adressent à l'ensemble de la population, on s'entend sur le fait que l'éducation populaire est l'instrument privilégié de promotion des personnes et des communautés démunies: celles qui vivent une perte de contrôle sur leurs conditions de vie ou de travail et qui désirent se réapproprier un pouvoir que la discrimination ou leurs conditions socio-économiques leur ont enlevé.

C'est l'urgence de trouver des réponses à des problématiques sociales de plus en plus graves qui amène à prioriser l'action avec ces populations. La notion même de démunis dépasse les seuls critères économiques ou de scolarité et englobe toutes les situations de marginalisation tant culturelles que politiques.

On remarque aussi que les femmes, la conquête de leur autonomie et de leurs droits, sont au coeur des démarches d'éducation populaire et que leur participation est majoritaire dans les activités des groupes populaires et des commissions scolaires.

Ce qui différencie surtout les pratiques des organismes auprès de la population rejointe, c'est le niveau d'intervention: soutien aux individus isolés, cheminement avec des groupes, collaboration entre intervenants ou travail large de sensibilisation de la population.

Les participantes et les participants ont aussi souligné l'impact de l'appauvrissement de larges couches de la population et du désengagement de l'État de certaines de ses responsabilités sociales, sur les gens qui font appel à eux et donc sur leurs activités.

L'accroissement du nombre de personnes dont les besoins aigus d'assistance nécessitent des réponses immédiates affecte considérablement les démarches de conscientisation et de promotion collective développées jusqu'ici en éducation populaire.

Obligés d'assumer les conséquences de la désinstitutionnalisation bâclée en santé mentale, du développement de l'itinérance et de la malnutrition, de la montée de la violence, etc., les organismes d'éducation populaire s'inquiètent de se voir réduire à de simples services de dépannage.

ENTREVUE

L'éducation syndicale: pour donner du pouvoir à la base

Lauraine Vaillancourt, syndiquée du Conseil québécois de l'Union internationale des ouvriers et ouvrières du vêtement pour dames (UIOVD-FTQ), a bien voulu nous livrer ses impressions sur son rôle de formatrice syndicale, le colloque et les échanges auxquels elle a participé.

□ En quoi la formation syndicale est-elle de l'éducation populaire?

■ Ce sont des membres de la base qui animent les cours et qui y assistent. Ce sont des gens qui veulent apprendre, ils ne viennent pas à un cours magistral, chaque session est adaptée à chaque milieu et passe par la vie syndicale. Bien sûr, on y parle des lois mais surtout de droits. Ces cours ont comme objectif de faire prendre conscience aux travailleurs et aux travailleuses qu'ils et elles ont leur mot à dire.
Je considère que le premier cours à suivre est celui qui porte sur la connaissance des structures. Par exemple, un colloque comme celui auquel on a assisté n'est pas un lieu décisionnel, mais il a un pouvoir: celui de recommandation. C'est important de connaître ce qu'on peut attendre d'une structure et de savoir s'en servir. Le pouvoir d'un participant dans une assemblée, c'est de prendre le micro, avec ses mots, ses tremblements, son coeur. Nous avons fait une longue bataille à l'UIOVD afin d'obtenir un micro pour les membres aux assemblées syndicales et faire entendre les revendications des femmes – ce droit a été reconnu en 1972 – La notion de pouvoir est très présente dans nos cours d'éducation syndicale. Nous avons aussi des cours de procédures d'assemblée.

□ Est-ce que l'éducation syndicale, en ce sens, tend à développer un pouvoir populaire?

■ Tout à fait. La formation syndicale vise à donner le pouvoir à la base. La différence avec les groupes d'éducation populaire, c'est que c'est possible de le faire sur le temps de travail, et c'est un gros avantage. On a pu vérifier l'impact de l'éducation chez nous, la différence dans la participation depuis 1981, l'année où l'on a commencé à donner des sessions de formation auprès des membres de mon syndicat. Ces femmes qui ne prenaient jamais la parole aux assemblées viennent maintenant en foule parler au micro.
L'éducation, c'est l'occasion de prises de conscience extraordinaires. Cela donne aussi d'autres fruits: beaucoup reprennent leurs études pour améliorer leur sort, certaines vont aller travailler dans d'autres milieux. Après les cours, des femmes battues vont téléphoner au syndicat pour s'informer...

Photo: Serge Jongué

Lauraine Vaillancourt, UIOVD-FTQ

□ Comment avez-vous vécu les débats survenus durant le colloque?

■ J'ai d'abord beaucoup aimé la soirée d'ouverture, ça a été une belle soirée, il n'y avait pas de différences entre nous, les gens des groupes populaires, des syndicats, des universités et des commissions scolaires, ... On a créé des liens et ça se sentait le lendemain dans les ateliers qui portaient sur les divergences et les convergences: il n'y avait pas d'étiquettes péjoratives.
Le samedi soir, le débat sur les freins au développement de l'éducation populaire a fait ressortir que les différences de financement mettaient des barrières entre nous. On sentait le clivage entre les riches et les pauvres.
Le dimanche matin, dans l'atelier de vision stratégique auquel j'ai participé, l'animatrice a réussi à nous faire embarquer, à nous éloigner en pensée des salles de l'UQAM pour tenter d'imaginer l'avenir de l'éducation populaire, dans un environnement plus agréable, avec de meilleures conditions. Malgré quelques tensions, chacun a pu s'exprimer. On a discuté beaucoup de la nécessité de créer des tables de concertation, où l'on pourrait se parler, développer une vision commune.
Le dimanche après-midi, je l'ai vécu très difficilement. Vu l'absence de lieux d'échange, certaines personnes ne connaissent pas ce qui se fait dans les autres réseaux. C'est ressorti... Je trouve important qu'on se donne des projets communs, pour se parler, arrêter de se regarder et connaître ce qui se fait ailleurs.

□ Comment voyez-vous l'objectif de concertation qui a été mis de l'avant à l'assemblée de clôture du colloque?

■ La concertation, j'y tiens beaucoup. Il faut d'abord définir, préciser nos objectifs. Puis, apprendre à se connaître et créer des liens. Et, après, se donner un plan de travail. Il y aura sûrement un autre colloque à tenir pour voir où on est rendu, où on s'en va... Il faut aussi associer d'autres groupes. Par exemple, les femmes collaboratrices, les femmes agricultrices, il ne faut pas les mettre à part: elles ont leur mot à dire.
On dirait que ces temps-ci il y a davantage de liens qui se tissent entre les gens, entre les organisations. Chacun veut sortir de sa coquille, désire se connaître, connaître les autres. On sent autour de nous une ouverture sur le monde. Et on ressent plus d'intérêt à se regrouper, autour de luttes communes nouvelles.
(...) Ça a été un colloque d'espérances qui peuvent se réaliser. Et s'il se forme une table de concertation, je suis prête à y participer!

Tiré de l'entrevue réalisée par Marie Leclerc pour le Bulletin **L'ICÉA**, vol. 12 no 4, avril 1990, p. 7.

UN MOUVEMENT À DÉVELOPPER

Michel Blondin, Lucie Bélanger et José Ignacio López Vigil

La société est de plus en plus complexe; on constate que les écarts sociaux se creusent, que les décisions politiques déterminantes nous échappent le plus souvent, que notre identité culturelle, nos opinions, sont façonnées par toute une industrie des communications et des médias qui génère une société de spectacle. Dans ce contexte, il faut se poser la question du rôle de l'éducation populaire face à la marginalisation, à l'exclusion d'une couche de la population de plus en plus grande. Quel rôle doit-elle jouer face à un désir, à une volonté que l'on constate tous les jours, d'une reprise de pouvoir par les citoyennes et les citoyens, d'une reprise de contrôle sur leur vie? Quels sont les défis à relever pour développer des valeurs et des savoirs qu'on trouve indispensables pour vivre autrement et en solidarité?

Accaparés par nos champs d'intervention respectifs et par les incontournables exigences du quotidien, est-ce qu'on prend vraiment le temps de vérifier la convergence des valeurs qui nous animent et ce qu'il y a de commun dans les objectifs que nous nous fixons?

Lors du colloque, pour engager cette réflexion commune sur le rôle social de l'éducation populaire, nous avions demandé à trois personnes de nous faire part des éléments essentiels qu'elles retiennent des démarches d'éducation populaire dans lesquelles elles se sont engagées ou qui les ont stimulées et qui sont porteuses de changement.

Renforcer nos mouvements

Intervention de Michel Blondin

L'éducation populaire, ça change le monde!: c'est une affirmation, non pas une interrogation. Évidemment, je partage ça très profondément. C'est vrai dans les trois types d'expériences que j'ai eues dans ma vie d'éducateur populaire; à la fois dans les quartiers ouvriers de Montréal dans la période d'animation sociale des années 60, à la fois en Amérique latine dans une radio éducative dans les années 70, et maintenant depuis 15 ans dans le mouvement syndical. Je vais surtout présenter ce dernier angle-là.

Qu'est-ce que l'éducation populaire dans un mouvement social comme le mouvement syndical: je vais l'aborder bien sûr à partir de l'expérience que je connais le mieux, qui est celle de la FTQ. Deux mots pour présenter ce qui se passe à la FTQ, dans l'ensemble des syndicats et à la centrale elle-même. Il y a chaque année entre 12 000 et 15 000 militants de la base qui suivent des sessions de formation de deux à trois jours en moyenne et souvent plus. Donc, un nombre considérable de personnes qui sont impliquées dans des activités de formation. Ces gens-là sont tous des élus locaux, provenant de la base, qui ont été choisis par leurs compagnes et leurs compagnons de travail et qu'ils représentent. Une troisième caractéristique pour résumer très brièvement ce qu'on fait: la très grande majorité de la formation est donnée par ce qu'on appelle, dans notre jargon, des formateurs. Ça veut dire des travailleurs et des travailleuses qui, quotidiennement, travaillent dans une usine, une mine, un [illegible] au ou un hôpital ou quelque autre lieu de travail [illegible], à notre demande, lorsque c'est nécessaire, font la formation de leurs confrères et de leurs consoeurs.

Ce que je vais essayer de vous présenter, c'est le défi qu'on doit relever quand on fait de la formation populaire dans un mouvement social comme le mouvement syndical. En résumé, on pourrait dire qu'il s'agit de réunir trois exigences. La première, c'est de favoriser, encourager, développer des changements, et dans le mouvement et chez les personnes qui s'y engagent. Donc la première raison pour laquelle on fait de la formation, c'est pour que la situation se modifie, pour

⇨

Le mouvement syndical contribue à un renforcement des valeurs démocratiques de la société.

La formation syndicale favorise « l'éclatement » des gens, la découverte de la richesse et du potentiel qu'il y a en eux.

qu'on avance, que des choses s'approfondissent et qu'il y ait des changements. Le deuxième défi à relever, c'est d'effectuer ces changements en consolidant le mouvement, tout en évitant de l'affaiblir. Comment faire *virer* une grosse machine comme la FTQ et ses 400 000 membres, comment lui faire prendre des virages, sans faire éclater le mouvement existant? Et le troisième défi, c'est de réaliser ça tout en transmettant les pratiques fondamentales que le mouvement syndical s'est données à travers les années, et qui généralement ne sont pas écrites, se sont transmises par tradition orale, transmises par imitation, etc.

On a donc à trouver et à mettre en place des programmes qui sont capables de faire avancer les choses, de consolider ce qui existe, et de transmettre la richesse qu'on a accumulée à travers les années.

On se situe dans un contexte où le monde du travail est en profond bouleversement. En effet, le mouvement syndical a toujours été attaqué, en partie par certains leaders de l'opinion publique (les journaux par exemple, ou plutôt les propriétaires de journaux); en partie évidemment par les patrons qui trouvent dérangeant que le mouvement syndical soit dans leurs jambes. En effet, le mouvement syndical est un mouvement qui est tout le temps sur la première ligne, contesté, attaqué, miné par tous les moyens qui sont possibles, c'est un mouvement de lutte. Deuxième chose, et là c'est un de nos points les plus forts et qui nous donne des particularités que l'on ne trouve pas ailleurs dans le milieu de l'éducation populaire, c'est un mouvement qui a une force et une autonomie au plan financier. De tous les mouvements populaires, c'est probablement le seul qui soit capable de résister à des attaques de l'extérieur grâce à l'argent que génèrent les membres qui en font partie. 400 000 personnes à la FTQ, qui paient chacune une cotisation syndicale, ça donne une autonomie financière qui ne se compare à aucun autre mouvement populaire. La troisième caractéristique de ce mouvement, c'est son fonctionnement démocratique: il n'y a personne qui occupe une fonction sans avoir été élu, de bas en haut de la structure.

La quatrième caractéristique, dont on doit tenir compte quand on fait de la formation, est que le mouvement syndical est un mouvement de masse. On y retrouve des gens qui représentent différents courants de pensée, à l'image de ce qu'on peut retrouver dans la société.

La formation favorise, encourage, développe des changements, et dans le mouvement et chez les personnes qui s'y engagent. (Michel Blondin)

En formation, je peux résumer en trois mots les valeurs principales qu'on essaie de transmettre aux gens. Premièrement, et c'est ce qui définit dès le départ le mouvement syndical au Québec et au Canada, c'est le service aux membres: on est là pour servir les membres, les membres nous ont élus et choisis pour leur rendre le service dont ils ont besoin, lorsqu'ils en ont besoin. Donc, première valeur, c'est qu'on est là pour faire du travail avec du monde et pour le monde. Deuxième valeur qu'on transmet aux gens, c'est que l'action à mener ensemble pour offrir ce service-là et pour défendre les intérêts des travailleurs et des travailleuses est essentiellement une action collective, qui tient sa force d'abord et avant tout dans le regroupement des personnes. C'est une valeur qui n'est pas une valeur très populaire dans la société et qui va même à l'encontre des valeurs individualistes actuelles. Troisième grande valeur que propose le mouvement syndical, c'est que l'ensemble des décisions qui se prennent, à tous les niveaux de la structure, devraient être des décisions collectives, de type démocratique. C'est la majorité qui l'emporte. Quand on bâtit une démarche de formation, on a donc à mettre ensemble ces éléments que je viens de vous résumer. Faire qu'un changement se produise, faire que ce changement consolide le mouvement sans trop de déchirements, ou tout au moins avec des dérapages contrôlés, et faire que ce soit toujours dans un contexte de démocratie, de décisions prises collectivement.

Cette contribution syndicale a deux grandes conséquences pour la société. Le mouvement syndical contribue, comme d'autres mouvements d'ailleurs, à un renforcement des valeurs démocratiques de la société. Quoiqu'on en pense, quoiqu'on en dise, il y a peu de places dans la société où l'on fasse autant l'expérience de la démocratie que dans le mouvement syndical. Deuxième conséquence très importante, et là ce sont des milliers de nos membres qui pourraient vous en parler, c'est qu'à travers notre système de formation de nos membres et de nos militants, ces gens-là se développent globalement. Nos membres sont des gens relativement peu ou moyennement instruits formellement, mais avec énormément de potentiel. Ce potentiel-là est éteint par le milieu de travail qui est généralement un milieu infantilisant. La formation syndicale et l'exercice des responsabilités syndicales favorisent *l'éclatement* des gens, la découverte de la richesse qu'il y a en eux, de leur potentiel.

Si j'essaie de me résumer très brièvement en relation avec le thème du colloque, l'éducation populaire ça change le monde, oui, et ça le change de trois façons. La première, c'est celle que je viens de mentionner: les personnes qui sont rejointes se développent, sortent le potentiel qu'elles ont en dedans d'elles-mêmes, celui que l'école ou le système de formation formel n'a souvent pas permis de développer. En effet, une grande partie des gens qu'on a dans nos cours haïssent l'école car ils en ont un très mauvais souvenir. Mais par le type de formation qu'on fait, qui est une formation active, dynamique, centrée sur l'action, ces gens-là développent leur potentiel et commencent une longue démarche qui fait que, deux ou trois ans après un début d'insertion dans la formation, ce sont vraiment des gens tout-à-fait différents de ce qu'ils étaient au départ. L'éducation populaire ça change le monde, aussi, parce qu'on transmet des valeurs qui sont des valeurs extrêmement fondamentales et positives de notre société. En même temps, ils sont très conscients qu'il faut se battre dans la société pour se faire respecter. L'éducation populaire ça change le monde aussi parce que, par nos interventions de formation, on renforce un des mouvements sociaux les plus importants de notre société, qui est le mouvement syndical, un des rares qui rejoint aussi massivement les gens et qui a autant de force pour faire respecter ses membres.

Un mouvement à développer

« Défaire la défaite »

Intervention de Lucie Bélanger

J'espère qu'au moins quelques-uns et quelques-unes se reconnaîtront dans mon point de vue et ma façon de voir et surtout, que le colloque sera un moment important où on pourra partager ce que veut dire pour nous une éducation populaire qui change le monde. Effectivement, c'est là le sens profond de l'éducation populaire. Je veux faire le lien avec le symbole de la courtepointe. Certains d'entre vous ont peut-être eu l'occasion de lire un livre québécois qui s'appelle **Défaire la défaite** sur une lutte menée dans le bas du fleuve et qui évoque une expression empruntée aux femmes de l'époque qui disaient que faire des courtepointes, c'était *défaire la défaite*: on prenait le vieux tissu, on refaisait du nouveau avec et on se réchauffait. Je pense qu'en éducation populaire aussi, on est constamment à défaire la défaite, à refaire une lecture des événements, depuis notre point de vue à nous. Parce que je n'apprend à personne combien le point de vue des dominants est envahissant partout.

Mon exposé comportera trois volets. On m'a présentée comme militante sur le terrain des droits sociaux, alors en première partie, j'aurai quelques notes là-dessus; on m'a présentée aussi comme militante d'un réseau féministe populaire, alors certains et certaines ne seront pas surpris quand j'insisterai sur l'importance d'une approche féministe de l'éducation populaire autonome; et le troisième temps de mon intervention portera sur la solidarité internationale.

Sur le terrain des droits sociaux, je pense qu'il est important de se rappeler comment l'éducation populaire (et c'est d'ailleurs ce qui nous fait comprendre pourquoi elle est très menacée aujourd'hui) est vraiment un lieu fondamental pour la construction d'une société démocratique. Pour moi, ce n'est pas un principe affirmé en l'air. Je dirais qu'elle a d'abord été une véritable école de démocratie, où j'ai eu à apprendre, à me faire interpeller; c'est vraiment un lieu d'inter-éducation où l'on apprend, où l'on se construit ensemble les uns les autres. Je pense que **la base fondamentale de l'éducation populaire, c'est la conviction profonde que ces femmes, ces jeunes, ces hommes, ces personnes âgées, ces personnes handicapées, ces personnes immigrantes, etc., ont le potentiel nécessaire pour comprendre, analyser leur vécu, élaborer des alternatives susceptibles de faire émerger des espaces de vie où les droits humains fondamentaux ont priorité**. C'est pourquoi l'éducation populaire favorise l'émergence du savoir de ces hommes, de ces femmes, de ces jeunes gars, de ces jeunes filles, favorise le développement de pratiques autonomes dans la solidarité et favorise l'édification, dans l'ici et maintenant, de projets où les alternatives construites et leur gestion se modèlent déjà à l'image de ce défi démocratique. J'insiste, parce qu'on nous a souvent caricaturés en nous disant qu'on est des groupes de chicaneux, de chicaneuses, que tout ce qu'on sait faire entre nous, c'est de se tirailler. Ça, c'est *lire la défaite*; mais si on *défait la défaite*, et qu'on le fait de notre point de vue, c'est l'apprentissage de la démocratie. Dans nos institutions traditionnelles, on a appris à se méfier les uns des autres. Je me plais souvent à rappeler que pendant que les gars apprenaient à jouer au hockey ensemble, et donc faisaient un apprentissage collectif, nous les filles on était sur le bord de la bande, rivales les unes des autres, à surveiller le *chum* qu'on se trouverait. L'individualisme est présent sur tous les terrains. Dans nos groupes, on réapprend à travailler ensemble, à construire ensemble, à critiquer ensemble, à grandir ensemble: c'est l'apprentissage concret de la démocratie.

L'éducation populaire s'est aussi imposée comme un milieu de culture privilégié pour la mise à jour de nouvelles problématiques sociales et ça, ça m'apparaît fondamental à rappeler au moment où l'on tente de conscrire toutes les énergies créatives de l'éducation populaire au service des priorités des gros et des forts. Nos acquis sociaux en santé, services sociaux, éducation et le reste, sont d'abord le fruit du travail bénévole de millions d'heures de Québécoises et de Québécois, de luttes de Québécoises et de Québécois. On est actuellement en train de nous les arracher sauvagement. L'éducation populaire (je ne parle pas seulement des années 80 et des années 70), c'est d'abord et depuis toujours la force du nombre, la force de l'entraide entre nous et c'est avec cette force qu'on a construit ce qu'est aujourd'hui l'État providence qu'on veut démanteler. Monsieur Bourassa et son gouvernement n'ont pas de leçons à nous donner sur les réseaux d'entraide naturels et le bénévolat. Et notre résistance est tout à fait légitime, parce qu'ils veulent justement nous confisquer ce qu'on a construit par le bénévolat et les réseaux d'entraide naturels.

L'éducation populaire, c'est donc le lieu de construction d'une société démocratique. Si l'une des forces du mouvement syndical, c'est son financement autonome, une des caractéristiques de l'éducation populaire autonome, hors du champs syndical, c'est la pauvreté, et on veut en plus nous convaincre actuellement qu'il faut surtout s'affranchir de la dépendance en allant sur le marché de l'auto-financement. Pour moi, **mener aujourd'hui la bataille pour l'accès aux subventions**

⇨

Un milieu de culture privilégié pour la mise à jour de nouvelles problématiques sociales.

La base fondamentale de l'éducation populaire, c'est la conviction profonde que les gens ont le potentiel nécessaire pour faire émerger des espaces de vie où les droits humains fondamentaux ont priorité. (Lucie Bélanger)

⇨

et leur croissance, c'est simplement continuer la lutte pour le partage des richesses collectives. Parce que je pense que la première levée de fonds, la plus massive qui soit faite au Québec, c'est notre système d'impôt et on a tout à fait le droit d'aller chercher, non pas mendier, notre part pour construire une société démocratique, à partir des intérêts et des besoins des classes populaires.

Deuxième aspect: l'éducation populaire, une approche féministe et la présence des femmes dans le mouvement d'éducation populaire. Je vous invite fortement à lire la recherche de Lina Savoie, **Les pratiques et l'impact social des groupes d'éducation populaire autonome au Québec**, recherche réalisée pour le MEPACQ [1]. On y voit comment, en tant qu'usagères des services et en tant que travailleuses, les femmes jouent un rôle fondamental. Et ce n'est pas l'effet du hasard! Déjà, en 1979, l'agenda Remue-ménage dans son texte précédant le mois de mai disait: *Confrontées quotidiennement à tous les problèmes et souvent seules pour y faire face, il n'est pas étonnant qu'on retrouve une majorité de femmes à l'intérieur des groupes populaires qui luttent contre la hausse des prix, l'endettement, la hausse des loyer; mais on s'est rarement demandé ce que signifie pour les femmes, qu'on accuse par ailleurs d'être non politisées et de participer insuffisamment aux luttes syndicales et politiques plus globales, leur implication dans les luttes du quartier*. En effet, c'est aux femmes, dans nos sociétés, qu'est confiée la qualité de la survie (je n'ose même plus parler de vie) du tissu social. Elles sont les gestionnaires par excellence du quotidien, et à très peu de frais. Aussi, pour endiguer la crise sociale, la tentation est forte (et je suis polie de parler de tentation, car je pense qu'on a déjà succombé à la tentation) de faire appel à ce talent des femmes comme gestionnaires par excellence de la pauvreté au quotidien. Et cette logique est bien connue des femmes. C'est pourquoi, **quand les supports étatiques se dérobent à leurs engagements sociaux, veulent harnacher l'éducation populaire pour en faire le parent pauvre qui va faire ce que ne peut plus faire le système public à cause des coupures, les femmes sont les premières atteintes**.

Atteintes en tant que citoyennes, parce que dans les organisations populaires, les femmes apprennent à collectiviser leur regard sur leurs conditions de vie. Elles entrevoient la possibilité de briser la fatalité et de vivre autrement, elles s'initient aux mécanismes de fonctionnement démocratique et à la prise de parole; elles s'initient aux postes (malheureusement encore subalternes) de responsabilités. Or, l'État tente d'assujettir ces lieux fondamentaux d'apprentissage des droits pour les femmes.

En tant qu'usagères aussi, les champs d'implication sont multiples: le regroupement des femmes chefs de famille monoparentale et des femmes assistées sociales, le développement d'une approche féministe de la santé, de l'usage des médicaments, de la santé mentale, le rôle clé des femmes sur le terrain de la consommation, en tant que *commis aux achats* pour la consommation quotidienne des familles, etc. Or, tout ceci est quotidiennement grugé.

L'éducation populaire rejoint les femmes non seulement en tant que citoyennes et usagères, mais aussi en tant que travailleuses. Dans les organisations populaires, les femmes occupent 71 % des postes rémunérés, c'est donc pour les femmes un lieu fondamental d'accès à l'emploi, d'autant que l'éducation populaire est souvent, dans les faits, une reconnaissance des acquis des femmes à la maison. Coordonner, tenir un budget, être attentives à la globalité des personnes, c'est tout à fait le vécu quotidien des femmes dans leur maison. Par contre, 80 % des postes à temps partiel sont occupés par les femmes. Et lorsque les salaires dépassent 20 000 $, les femmes ne sont plus là, les postes sont majoritairement occupés par les hommes. Aborder la question du financement des organisations populaires, des conditions décentes de travail, c'est aussi toucher à la question d'un ghetto d'emplois féminins.

On pourrait aussi parler de ce que veut dire pour les femmes l'attaque à l'universalité d'accès aux services, on pourrait parler de l'importance de garder à l'éducation populaire sa facilité d'accès, sa proximité des milieux, son approche d'accueil global des personnes, ...

Je voudrais terminer cette section sur les femmes, en insistant aussi sur le fait qu'on n'assiste pas seulement au développement du *cheap labor* quand on tente d'asservir l'éducation populaire aux nouvelles priorités étatiques, mais aussi qu'on trahit nos acquis sociaux, en en faisant des outils de contrôle social plutôt que des outils d'affranchissement (les *boubous macoutes* en sont un bon exemple).

Dernier élément: la visibilité. Je veux vraiment insister sur l'importance de visibiliser toutes les actions de l'éducation populaire. J'aurais presque le goût de faire simplement une liste des groupes, de toutes les actions des groupes, de nommer tous et toutes ces anonymes qui construisent l'histoire du Québec, et il me semble que déjà il y aurait quelque chose d'important de fait pour l'éducation populaire. Nous sommes très amnésiques en ce qui concerne notre histoire. Parce que les médias nous font un lavage de cerveau continuel, il faut constamment rappeler nos acquis sociaux. C'est fondamental parce qu'on se fait déposséder de notre histoire. Comme exemple, je veux rappeler la lutte contre la réforme de l'aide sociale. Cette lutte s'inscrit d'ailleurs dans une très longue lutte: pour celles et ceux qui se rappellent du début des années 70, les assistés sociaux et les assistées sociales étaient des personnes inexistantes. Aujourd'hui, elles sont regroupées dans un Front commun, ont au-delà d'une trentaine d'organisations à travers le Québec, et c'est par une lutte acharnée qu'elles se sont imposées. En continuité avec le gouvernement péquiste et son Livre blanc, le gouvernement Bourassa a pensé pouvoir en l'espace de quelques semaines régler la réforme de l'aide sociale; il a dû se confronter à une résistance de trois et même de quatre ans. Et pourtant, qui serait capable de nous parler plus de deux minutes de la lutte contre la réforme de l'aide sociale, de ce qu'elle a voulu dire comme mobilisation! Je pense cependant qu'un des acquis de cette lutte-là, c'est qu'elle a été un lieu de recomposition des forces sociales au Québec. On a vu les groupes de femmes solidaires avec les groupes de femmes assistées sociales. Rappelez-vous le geste du 8 mars, il y a deux ans, alors que le mouvement des femmes déposait un mémoire signé par plus de quatre cents groupes appuyant la lutte contre la réforme de l'aide sociale, parce qu'elles sentaient que c'était une lutte qui les concernait éminemment. Cela a été un lien entre l'ensemble des forces démocratiques au Québec et on n'en parle presque plus, on l'oublie déjà.

Il faut visibiliser nos luttes, s'entêter à les visibiliser. Il faut aussi avoir une vision internationaliste. Je pense que c'est très important et on l'a toujours véhiculé dans les groupes où j'ai eu le plaisir de travailler. C'est fondamental, surtout avec la nouvelle carte géo-politique actuelle, où on veut faire régresser l'aide au tiers monde au niveau d'une aide d'urgence. Il faut aussi favoriser les liens entre les groupes populaires en lutte ici et les groupes populaires du reste du monde, des liens de groupe de base à groupe de base. Je suis convaincue qu'à partir de la table de leur cuisine, les femmes des bidonvilles de Rio, les femmes des bidonvilles de Manille, les femmes des mouvements d'assistées sociales ici, peuvent nous faire une analyse extrêmement fine et poussée de ce que veulent dire les politiques d'*ajustement structurel*. Ils veulent prendre des mots savants pour qu'on ne comprenne rien, mais les femmes savent ce que c'est que de devoir trouver, je voudrais dire trois repas par jour, mais c'est souvent un seul.

Lise Dejean, une Haïtienne, m'écrivait hier, et je vous laisse sur ce mot que je partage avec vous: ***Il n'y a pas de chemin tout fait, c'est en marchant que l'on construit le chemin.***

1 / Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec.

Il faut aussi favoriser les liens entre les groupes populaires en lutte ici et les groupes populaires du reste du monde.

Un mouvement à développer

Éduquer pour libérer

Intervention de José Ignacio López Vigil

L'éducation populaire en Amérique latine, ça veut dire un tas de chose, parce que l'Amérique latine n'est pas un tout homogène et parce que la variété d'expériences y est très grande. J'essaierai de dégager quelques traits communs entre les pays et de les situer en regard de trois périodes: la décennie des années 60, la décennie des années 70, et enfin la décennie des années 80.

La naissance de l'éducation populaire en Amérique latine est liée, bien sûr, à l'alphabétisation. Vous connaissez sûrement les expériences de Paolo Freire au Brésil, dans **les années 60**: une alphabétisation critique, pas scolaire, pas académique, une éducation populaire qui voulait développer la conscience critique.

La *conscientisation* c'était le mot clé des années 60. Les objectifs étaient de développer la conscience de l'Homme, de passer d'une conscience magique, naïve, à une conscience critique. C'est l'époque des *mots générateurs* de la méthodologie de Paolo Freire: comment partir de la réalité, partir aussi des mots qu'utilise le peuple, pour développer une alphabétisation, une éducation populaire. La méthodologie proposée était une méthodologie horizontale qui voulait casser la relation verticale entre les professeurs et les élèves, une méthodologie où, plus qu'un professeur, nous trouvons un *facilitateur*. Quels étaient les acteurs de cette nouvelle démarche éducative? C'étaient d'abord les groupes, les communautés chrétiennes de base très actives chez nous; et plutôt que les syndicats, c'étaient les groupes de voisinage, les groupes spontanés. Mais, ne débouchant pas sur une transformation de la réalité, la conscience critique peut aussi devenir une conscience frustrée!

La décennie suivante, **les années 70**, a correspondu chez nous aux années militaires, les années les plus tristes après l'optimisme des années 60, où l'on croyait possible de changer le monde, où le Che Guevara était dans la montagne, où Cuba avait gagné, où même à Paris la jeunesse bougeait. Les années 70 furent les années où les États-Unis ont imposé des dictatures militaires, dans les trois quarts de nos pays.

Durant cette décennie se développe un mouvement dont les objectifs ne sont pas en contradiction avec ceux de l'étape antérieure. Ils s'y superposent comme des couches d'oignon. **Dans les années 70, on ajoute au développement d'une conscience critique une volonté de transformation sociale et politique. Il ne s'agit pas seulement de la critique, mais aussi de la *praxis*. Il faut partir de la réalité, mais de la réalité politique, de la réalité de la lutte des classes**. L'alphabétisation, sans un cadre organisationnel, ça ne bouge pas, ça ne change rien du tout. Les nouveaux objectifs sont alors de transformer l'Histoire et le discours est plus idéologique. Les problèmes identifiés sont surtout les problèmes politiques qu'on connaît dans presque tous nos pays à ce moment-là. La méthodologie employée dans les années 60 se développpe aussi, mais ce n'est pas seulement une méthodologie horizontale. Il s'agit surtout d'une horizontalité dialectique, une méthodologie où il faut commencer par l'action, passer par la réflexion pour retourner à l'action. – *Action-réflexion-action*, je ne sais pas si c'est la même chose que *voir, juger, agir*! – Plus que de *facilitateurs*, nous avons besoin alors de *promoteurs*, de leaders politiques. Les nouveaux acteurs, ce ne sont pas seulement des gens des communautés de base, ce ne sont pas seulement les groupes spontanés, les groupes de voisinage; ce sont aussi les organisations populaires, les organisations syndicales, les organisations politiques. On veut transformer la réalité, pas seulement la critiquer, la comprendre et se conscientiser, à partir d'un engagement politique. Si dans les années 60, le mot clé était la conscientisation, le mot clé qui définit l'étape des années 70, c'est l'engagement politique.

La troisième période, c'est-à-dire **les années 80**, ce furent chez nous les années de démocratie: une démocratie sous tutelle des États-Unis, une démocratie surveillée, qui constituait la nouvelle stratégie de l'impérialisme. Pourtant, on ressent de l'espoir compte tenu de ce qui arrive au Nicaragua, ou au Salvador.

Durant cette décennie, on découvre qu'il faut partir bien sûr de la réalité, de la réalité politique, mais que cette réalité politique s'enracine dans un contexte plus large, dans un contexte culturel: les ouvriers ne sont pas seulement une force productive, la condition ouvrière n'est pas seulement la résultante de forces politiques. La culture, les problèmes culturels, prennent une très grande place dans cette décennie des années 80.

Libération intégrale serait sans doute un mot intéressant pour qualifier cette période qui est très récente, intégralité où la culture prend sa place. Qu'est-ce que ça veut dire partir de la réalité, pas seulement de la réalité politique, mais partir de la culture? Ça veut dire partir du langage, de l'expression populaire. Partir de la culture, ça veut dire utiliser l'humour, le rire qui, chez nous, est l'un des mécanismes de résistance les plus forts. Nous résistons avec la culture humoristique, avec le picaresque. Partir de la réalité culturelle, ça veut dire aussi partir de la religiosité qui est une chose importante, très importante chez nous. Ça veut dire également situer la lutte dans son contexte culturel, partir de l'affectif, de l'émotif. La méthodologie est encore, bien sûr, une méthodologie horizontale, une méthodologie dialectique, mais aussi une méthodologie créative, où l'imagination est le mot clé, où l'imagination est le moteur. Ça prend des facilitateurs, bien sûr, des leaders, mais aussi des stimulateurs de la créativité populaire. Les nouveaux acteurs: les groupes, les organisations populaires, les partis politiques bien sûr, et la gauche aussi. Mais il faut aussi inscrire les luttes dans la culture actuelle qui est une culture de masse. Ça veut dire que l'éducation populaire doit s'ouvrir à la masse, ça veut dire qu'elle doit s'approprier les moyens de communication sociale, parce que chez nous les groupes restent très isolés, très éparpillés, et que la force de l'ennemi et de ses médias est considérable. Nous devons faire une association étroite entre l'éducation et la communication de masse, sinon on n'a pas d'impact.

Concrètement, ce sont les radios qui sont les moyens les plus accessibles pour la majorité populaire et aussi, bien sûr, la télévision. Cette relation efficace entre l'éducation populaire et la communication de masse est sans doute pour nous aujourd'hui un défi urgent, très urgent. Même si cette décennie est une décennie un peu difficile pour l'Amérique latine, nous avons de l'espoir. Nous continuons à croire que l'éducation populaire, étroitement liée à la communication populaire, à la communication de masse, change le monde, a changé beaucoup l'Amérique latine et va être encore plus un agent de changement dans les prochaines décennies. Merci.

José Ignacio López Vigil est un éducateur populaire d'Amérique latine qui vit actuellement au Nicaragua. Il travaille plus particulièrement avec les réseaux de radios populaires; il a été responsable de la formation dans des associations latino-américaines ou nicaraguayennes de radio et il est l'auteur de nombreux outils de formation.

Ne débouchant pas sur une transformation de la réalité, la conscience critique peut aussi devenir une conscience frustrée!

Une méthodologie où il faut commencer par l'action, passer par la réflexion pour retourner à l'action.

L'éducation populaire doit s'ouvrir à la masse, ça veut dire qu'elle doit s'approprier les moyens de communication sociale.

Des acquis menacés?

Avant de réfléchir ensemble sur les perspectives d'avenir, les participantes et les participants au colloque ont cherché à identifier les obstacles, tant internes qu'externes à leurs organismes, qui freinent leur action. C'était là l'objet du débat du samedi soir.

Entre le discours et la réalité, entre nos objectifs et nos pratiques, l'éducation populaire vit bien des contradictions et des remises en question.

Dans quelle mesure le peu de systématisation et de diffusion de nos pratiques, la sectorisation de nos interventions, l'isolement de nos réseaux, etc., limitent-ils l'impact de nos démarches?

De quelle manière la faiblesse et la précarité des ressources publiques et autonomes, ainsi que les nouvelles stratégies de l'État dans les domaines sociaux et économiques, affectent-elles le développement de l'éducation populaire?

Après des années de repli sur le quotidien et le travail au niveau local, plusieurs personnes ont souligné le manque de fil conducteur, **l'absence de projet social explicite** dans les mouvements d'éducation populaire. La somme des valeurs, des revendications et des alternatives développées, exprime en soi une volonté de changement social. Cependant, le peu de mise en commun de la réflexion politique et la difficulté d'agir en solidarité isolent les réseaux de même que les mouvements, et nuisent à l'impact social et politique des démarches d'éducation populaire.

On prend bien du temps à gérer l'intérieur du « char », sans savoir où il s'en va. Il est temps de se donner des directions plus claires; il sera alors plus facile d'identifier les possibilités d'alliance avec ceux qui sont sur la même route! déclarait un intervenant.

Il faut dire aussi que la solidarité et la mobilisation des énergies militantes sont mises à dure épreuve, dans

le contexte idéologique où dominent l'individualisme, l'économisme, l'approche gestionnaire, et dans **une conjoncture politique où se multiplient les reculs sociaux.**

L'isolement de nos différents réseaux, dans un contexte où l'on n'est plus porté par la conjoncture, mais où elle nous « rentre dedans », devient un frein considérable aux actions que l'on fait chacun de notre côté. Tous les réseaux sont attaqués et le fait qu'on soit isolé nous donne moins de contrôle sur ce qui nous arrive et est une source d'affaiblissement. Au Québec, le mouvement populaire n'a pas de bras politique et n'a pas non plus de lieu, de creuset, de mouvance où l'on additionnerait nos forces.

Un autre participant ajoutait: *On a une lacune pour ce qui est de la mémoire collective. On oublie facilement d'où l'on vient, les luttes qu'il a fallu faire et les impacts qu'elles ont eus.* D'autres ont souligné également **le peu de circulation d'information et de diffusion des acquis entre les groupes**, ce qui nuit non seulement à la collaboration entre mouvements mais aussi à l'évaluation de notre impact sur la population et ses conditions de vie.

Les politiques de l'État ont souvent été pointées comme des obstacles importants au développement de l'éducation populaire. L'insuffisance des ressources financières dans les programmes de soutien a des conséquences considérables, non seulement sur le nombre d'activités, le renouvellement des outils pédagogiques, mais aussi sur les conditions de travail précaires faites aux intervenantes et aux intervenants. **Une énergie considérable est gaspillée à la simple recherche de survie des organismes.** Le sous-financement, le cadre étroit des disponibilités budgétaires, exacerbent la compétition entre les réseaux qui réclament le soutien des ressources gouvernementales. S'ajoute à cela la quasi-disparition d'instruments collectifs, tels que les services aux collectivités des cégeps et des universités qui ont pourtant représenté des soutiens importants à la promotion collective.

Plus encore que la faiblesse du soutien financier, plusieurs personnes ont mis en évidence l'impact des politiques de rationalisation de l'État. Se désengageant de certaines responsabilités et de certains services à la population, **l'État se repose sur les organismes du milieu qui sont obligés de se transformer en services de première ligne** au détriment de leurs rôles d'éducation, de conscientisation et de développement d'alternatives.

On a été dépossédés. On nous a dépossédés de notre vocabulaire: tout devient « communautaire » dans

« On a une lacune pour ce qui est de la mémoire collective. On oublie facilement d'où l'on vient, les luttes qu'il a fallu faire et les impacts qu'elles ont eus ».

les appareils d'État. Mais quand on perd son nom, on perd aussi son sens. Il y a quelques années, on nous a dépossédés de nos réalisations en les récupérant. Maintenant, on nous dépossède de notre mandat pour nous faire faire de l'intervention thérapeutique de première ligne, en association avec des partenaires qu'on n'a pas choisis. On est ainsi dépossédés du sens le plus profond de notre intervention, c'est-à-dire répondre aux besoins de la base.

D'autres intervenants soulignaient aussi le manque de reconnaissance politique: le milieu de l'éducation populaire n'est pas reconnu comme partenaire majeur dans le développement social et l'amélioration de la qualité de vie de la population. Au mieux, le considère-t-on comme une ressource bon marché, à exploiter; au pire, comme trop dérangeant et à faire disparaître.

Les organismes du milieu sont obligés de se transformer en services de première ligne au détriment de leurs rôles d'éducation, de conscientisation et de développement d'alternatives.

Les trois solitudes

Les militantes et les militants des groupes d'éducation populaire autonome sont confrontés depuis plusieurs années au désengagement de l'État des programmes sociaux, sont acculés à une stratégie défensive face aux coupures, et sont plus souvent qu'autrement aux prises eux-mêmes avec des problèmes de survie et de course constante aux subventions, qui drainent la meilleure partie de leurs énergies. Plusieurs regardent avec envie les deux autres composantes du réseau d'éducation populaire, qui leur apparaissent disposer de ressources considérables par rapport aux leurs.

Les responsables syndicaux de la formation doivent animer l'effort de développement et de renouvellement de l'action syndicale, dans un contexte là aussi marqué par le caractère plus défensif des luttes à mener. Ils ne cessent d'insister sur l'importance de l'action syndicale, alors que l'action collective est moins perçue comme nécessaire par une partie non négligeable des membres. De plus, le contexte plus difficile des années 80 a accru le fossé entre les ressources dont aurait besoin le mouvement syndical pour faire face aux exigences de l'action syndicale aujourd'hui, et les moyens financiers, organisationnels et juridiques dont disposent les employeurs et les gouvernements. Les militantes et les militants de ce mouvement perçoivent les organisations syndicales comme la principale force organisée capable de résister aux forces de la réaction, mais ils souhaitent en même temps élargir les solidarités et les coopérations avec le réseau d'éducation populaire et resserrer les liens avec les ressources publiques de formation.

Les personnes impliquées dans le réseau public (éducation et affaires sociales) constatent tous les jours la marginalisation croissante de nombreux secteurs de la population avec qui elles travaillent et essaient, en dépit des coupures des budgets et de personnel auxquelles elles ont dû faire face, de poursuivre leur travail d'éducateurs populaires et d'appuyer chaque fois que possible les groupes d'éducation populaire autonome. Relativement isolées souvent à l'intérieur de leurs institutions, elles souhaitent intensifier les échanges avec les groupes communautaires et syndicaux, à la fois dans le but d'améliorer leur approche et leurs méthodes, mais aussi pour mieux comprendre les dynamismes sur lesquels on peut s'appuyer dans la conjoncture actuelle.

Au-delà des diversités apparentes, les points de convergence entre les différents réseaux sont nombreux et significatifs. D'ailleurs, le colloque a permis de démontrer l'intérêt marqué d'un bon nombre de participants et participantes à poursuivre l'échange et la réflexion, en le centrant sur les pratiques. L'ICÉA devra continuer à y consacrer des énergies et à demeurer au coeur de cette dynamique; un tel effort sera indispensable pour combattre l'isolement et le défaitisme et pour construire des réseaux et une solidarité qui fait encore trop défaut aux milieux populaires et à la Gauche au Québec.

Michel Lizée
Service aux collectivités, UQAM

Extrait de l'article *Quelques réflexions en marge du colloque*, Bulletin **L'ICÉA**, vol. 12 no 4, p. 9.

« On est dépossédés du sens le plus profond de notre intervention, c'est-à-dire répondre aux besoins de la base. »

Pour des lendemains qui... changent!

Pour relever les défis qu'on lui a fixés, pour préserver ses acquis et surmonter les obstacles, l'éducation populaire doit bénéficier de conditions de développement que la concertation et la collaboration entre les organismes et les réseaux pourraient aider à mettre en place.

Pour terminer le colloque, l'ICÉA a proposé aux participantes et aux participants de mettre en commun leur vision de l'avenir qu'ils souhaitent pour l'éducation populaire, de prendre la mesure des tâches à réaliser pour y parvenir et d'identifier quelques moyens à mettre en oeuvre.

Regroupés en ateliers, ils étaient invités à choisir parmi quatre itinéraires.

Comment arriver à mieux questionner nos pratiques?

On constate que le milieu de l'éducation populaire est sans doute un des lieux privilégiés de mise en lumière des nouvelles problématiques sociales et des nouveaux enjeux sociaux ainsi qu'un véritable incubateur de pratiques éducatives et sociales novatrices. Il n'est cependant pas à l'abri du ronronnement confortable, conséquence d'une certaine institutionnalisation. On s'entend donc sur la nécessité d'une confrontation régulière des pratiques des organismes, qui stimule le questionnement de leurs objectifs, la mise à jour des stratégies et des modes d'intervention, en regard d'une conjoncture qui évolue sans cesse. On souligne particulièrement l'urgence d'intégrer à ce questionnement la montée de la réalité multiethnique au Québec.

Si chaque organisme, mouvement, réseau doit trouver des outils propres d'évaluation de ses pratiques et de leur impact, on souhaite la création d'espaces de rencontres entre les secteurs et entre les réseaux qui agiraient comme éléments déclencheurs et stimulateurs de cette réflexion. L'ICÉA pourrait être un de ces lieux, de même que des événements régionaux annuels (forum, *foires aux pratiques*,...)

Comment développer les échanges entre les réseaux?

Plusieurs ateliers ont abordé directement la question des liens à développer entre les mouvements d'éducation populaire au Québec et dans le monde. On a identifié quelques moyens concrets: circulation de l'information, bulletin, banque de données sur les outils et les activités, rencontres de formatrices et de formateurs sur leurs pratiques d'intervention, etc. De plus, les participantes et les participants ont souligné nettement la nécessité d'une connaissance mutuelle préalable qui n'évite aucun débat, aucune critique, si difficiles soient-ils. On ne peut bâtir des alliances sur des consensus artificiels, mais sur des terrains d'entente qui tiennent compte autant des différences que des convergences de valeurs, d'approches, de pratiques et de champs d'intervention. Il a été aussi suggéré que les responsables des principaux réseaux se réunissent pour clarifier leurs positions et identifier les conditions d'une réelle concertation.

Les ateliers de « vision stratégique » ont donné l'occasion aux participantes et aux participants de se projeter dans l'avenir qu'ils souhaitent, afin de prendre la mesure des tâches à réaliser pour l'atteindre.
Sur un fond de musique de détente, l'écoute d'une « fantaisie guidée » permettait de visualiser une situation idéale pour l'éducation populaire en l'an 2 000. Après avoir traduit cette vision par écrit en quelques idées, les membres de l'atelier les ont mises en commun et ont classé les plus importantes en catégories au tableau. Ils ont ainsi pu identifier les principaux objectifs à atteindre. Ils pouvaient alors entreprendre la description des moyens à prendre, en se concentrant sur les actions réalisables faisant consensus. Enfin, parmi les moyens énoncés, ils ont retenu celui qui leur paraissait le plus important et qui serait réalisable par les trois réseaux d'éducation populaire: ce sont ces éléments qui ont été rapportés en plénière.

Comment augmenter la visibilité et le rayonnement de l'éducation populaire?

L'éducation populaire, c'est comme l'électricité: on prend réellement la mesure de son importance quand il y a une panne ou une grève!

Démarche non formelle et parfois informelle, tricotée serrée avec les actions des organismes et des milieux, l'éducation populaire n'a pas la visibilité des autres formes d'éducation ou d'action sociale plus institutionnalisée. On lui fait également rarement crédit des impacts à long terme qu'elle génère et qui sont plus de l'ordre du changement des valeurs et des rapports sociaux que d'acquis spectaculaires.

Les participantes et les participants se sont entendus sur la nécessité de développer leurs outils de communication, de porter leurs idées et leurs réalisation sur la place publique, dans les médias, mais aussi dans les lieux du pouvoir.

Pour y parvenir, ils ont reconnu que l'expression des idées devait s'enraciner davantage dans le langage et la culture populaires. Ils ont constaté une nouvelle fois l'importance de définir un projet de société plus explicite et capable de rendre visible le lien entre leurs démarches, leurs actions et leurs projets alternatifs multiples. Ils ont aussi souligné combien le développement d'une solidarité entre les réseaux augmenterait le rayonnement de l'éducation populaire. On a suggéré l'organisation annuelle d'une semaine de l'éducation populaire qui coordonnerait des activités locales à l'échelle nationale et même internationale.

Comment obtenir une reconnaissance politique?

L'éducation populaire est toujours marginalisée dans les politiques de l'État et, une fois de plus, on a réaffirmé l'urgence d'obtenir des investissements publics à la mesure de

l'importance de l'éducation populaire dans le développement social et dans la vie démocratique. On a également souligné que les conditions et les critères d'une reconnaissance des mouvements d'éducation populaire par l'État doivent respecter l'autonomie et le caractère spécifique de leurs démarches, garantie essentielle de leur correspondance aux besoins des milieux populaires.

Pour l'établissement d'un rapport de forces, inévitable dès qu'on tente de modifier les priorités établies, les participantes et les participants ont reconnu la nécessité d'une unité et d'une solidarité plus grandes, en premier lieu à l'intérieur de chaque mouvement. On pourrait ensuite en arriver à une concertation entre les réseaux qui permette de définir les conditions d'une réelle reconnaissance, se traduisant par une politique globale et équitable de développement de l'éducation populaire.

Une confrontation nécessaire

Après cet exercice de prospective qui a permis de dégager des pistes communes de réflexion et d'action, l'assemblée plénière qui a suivi a mis en évidence les tâches considérables à réaliser pour solidariser véritablement des réseaux trop longtemps isolés et parfois en compétition.

Si plusieurs jugements très critiques vis-à-vis d'autres intervenantes et intervenants ont été durement reçus par certains, d'autres y ont vu l'expression d'une confrontation normale et nécessaire à tout processus d'alliance: *Tout le*

monde voit la concertation comme une piste évidente pour construire un rapport de forces afin que l'éducation populaire prenne sa place; mais on ne peut faire l'économie de prendre conscience et acte de nos différences et des blocages qui empêchent de nous solidariser. Les réalités de nos réseaux populaires, syndicaux et institutionnels ne sont pas comparables: il ne faut donc pas nécessairement chercher la concertation entre les réseaux, mais entre les agents qui y oeuvrent.

Un autre participant ajoutait: *On ne peut pas être solidaire de ce qu'on ne connaît pas! On a intérêt à se parler, à se critiquer et même à exprimer nos préjugés.*

Interpellés par un représentant de groupes populaires qui ne voyait pas de parenté évidente entre l'éducation populaire autonome et la formation dans les syndicats et les commissions scolaires, des représentants de ces deux réseaux ont revendiqué fortement leur appartenance légitime au mouvement d'éducation populaire et souligné la collaboration qu'ils développent à la base avec les groupes communautaires.

Les groupes, organisations, mouvements engagés directement dans l'éducation populaire, les instituts de formation de militants, doivent envisager de façon neuve non seulement leurs rôles d'éducateurs en vue de la libération des opprimés, mais encore leurs rapports entre eux en tant que formateurs les uns des autres.

Le moment est venu de s'interroger sur cette tâche importante de formation réciproque. En effet, depuis bientôt un siècle, des syndicats, des partis politiques se sont attelés à l'information/formation/organisation des masses populaires; depuis plusieurs décennies, les travailleurs sociaux les plus conscients se sont mis au service de l'éducation/mobilisation des *milieux défavorisés* qui – ils en ont fait le constat – sont de plus en plus marginalisés par le fait même qu'ils ne bénéficient pas des services offerts par les institutions créées à cet effet; depuis la seconde guerre mondiale, de nombreux groupes et mouvements se sont engagés dans la formation-éducation des populations exploitées du Tiers-Monde.

Ces efforts pour une *authentique éducation populaire* sont loin de répondre aux espérances qu'ils ont suscitées. On peut en donner de nombreuses raisons. Mais l'une des plus interrogeantes ne serait-elle pas que ces *collectifs éducatifs* ont travaillé et continuent de travailler parallèlement, chacun d'eux proposant son savoir, sa solution, son interprétation, sa méthode. Il arrive souvent qu'ils s'opposent et se combattent les uns les autres. Ces attitudes faites de certitudes, d'intolérance, d'exclusivisme, hypothèquent gravement l'éducation populaire à visée libératrice. Est-il naïf de penser que la confrontation critique constructive entre ces collectifs pédagogiques est possible? Il s'agirait d'un questionnement réciproque des discours idéologiques, des stratégies à long terme, des modalités d'action.

Se réunir, s'organiser, se confronter: c'est à partir de là que le changement commence, dit-on souvent aux masses populaires, or ceci n'est pas assez souvent mis en pratique par les collectifs pédagogiques qui l'affirment.

Nous ne craignons pas de dire que plus que jamais dans la conjoncture internationale actuelle, il est temps de s'atteler à la circulation des idées et des informations dans ce domaine, de favoriser l'analyse critique d'expériences, de créer de nouvelles alliances. L'éducation populaire exige des collectifs pédagogiques capables d'être conscientisés non seulement par les classes populaires elles-mêmes, mais aussi par leurs homologues dans le champ éducatif. La réticence ou la crainte généralement observée à cet égard peut être prise comme indicateur de convictions arrêtées et/ou d'intentions hégémoniques, la question qui reste posée étant: qui en fait les frais?

Colette HUMBERT et Jean MAROL, Institut économique pour le développement des peuples (INODEP), dans **Formation et éducation populaire**, revue internationale d'action communautaire, no 3/43, Montréal, printemps 1980, pp. 17 à 23.

Un projet de société

Plusieurs participantes et participants ont voulu mettre en évidence la dimension politique de l'éducation populaire: *Comment arriver à cesser de « se planter » et se mettre ensemble*

autour de l'objectif commun de l'éducation populaire: améliorer les conditions de vie et de travail. Il faut s'ouvrir au pluralisme des approches et ne pas tarder à construire un projet de société avec l'ensemble des revendications que l'on porte, déclarait un participant. Un autre ajoutait: *On parle beaucoup de politique, ... sauf en période électorale et ça nous tue à la longue: on se condamne à faire du travail de base très intéressant, mais à être incapables collectivement d'influencer l'orientation de la société, d'autant plus que c'est la nature même du pouvoir que nous voulons changer.*

Une autre personne soulignait ainsi le défi de cette démarche politique: *Si on utilise souvent des formulaires pour présenter nos projets, il n'y en a pas pour le projet de société et ce n'est pas le gouvernement qui va nous en fournir! C'est à nous de bâtir les outils pour le définir.*

Des liens à développer

Lors d'une première rencontre d'organismes et de réseaux si diversifiés, on ne pouvait s'attendre à épuiser les débats et à faire des consensus sur toutes les questions. Pourtant on a pu constater que la volonté d'échange et de concertation est largement partagée, mais que l'approfondissement de la connaissance mutuelle des divers acteurs de l'éducation populaire est un préalable à réaliser.

Pour l'ICÉA, la collaboration entre les mouvements qui se réclament de l'éducation populaire ne doit pas rester un voeu pieux: c'est une démarche essentielle pour développer un courant d'éducation libératrice, répondant aux aspirations collectives des milieux populaires.

ENTREVUE

Reconquérir sa dignité

Entrevue avec Fernande Brosseau, du Front commun des personnes assistées sociales du Québec

Q. Quelles formes prend l'éducation populaire dans un organisme comme le Front commun des personnes assistées sociales du Québec?

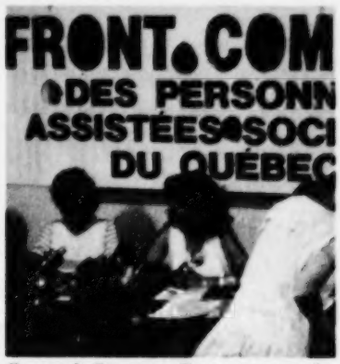
F.B. L'éducation populaire que nous faisons se divise en deux volets. En premier lieu, nous offrons des formations qui s'adressent aux groupes qui font partie du Front commun, par exemple, sur les règles de procédure en assemblée générale, ou encore, sur l'organisation d'une conférence de presse. Ce type de formation s'adresse davantage aux permanents et aux personnes qui militent de façon régulière au sein d'un groupe. Nous donnons aussi des formations qui s'adressent plus directement aux personnes assistées sociales elles-mêmes, comme celle offerte présentement sur la nouvelle loi de l'aide sociale. Ce qui est bien important de comprendre - c'est la base de l'éducation que l'on dispense -ces formations sont constamment en lien direct avec le spécifique des assistés sociaux. Nous n'offrons pas une information *bancaire* [1] où la personne, passive, n'a qu'à recevoir une information qui ne colle pas toujours à sa réalité. Nos activités suscitent plutôt une participation active des gens, ce qui assure une formation très près des préoccupations des assistés sociaux.

Q. Est-ce que les formations que vous offrez débordent le cadre de l'aide sociale?

F.B. Les formations touchent à la problématique de l'aide sociale avant tout, mais aussi à ce qui lui est périphérique: le chômage, la taxe sur les produits et services (TPS), l'accessibilité aux études supérieures. On me demande souvent de donner des sessions d'information sur la loi d'aide sociale mais en abordant un angle spécifique, concernant les femmes et la pauvreté par exemple.

Q. À votre avis, quel est l'impact de l'éducation populaire pour les personnes assistées sociales?

F.B. À priori, pour avoir un impact, l'éducation populaire doit rejoindre les gens de la base, dans leurs préoccupations. Il faut qu'elle soit collée à leur réalité. Ensuite, si ces conditions sont réunies, on peut parler d'un impact, qui sera d'abord individuel. L'éducation populaire permet aux gens d'acquérir plus de confiance et plus de connaissances. Ils se sentent respectés. Évidemment, ils ne vont probablement pas se lever le lendemain matin et aller se chercher une *job*. Prétendre qu'on a tout réglé parce qu'on a réussi à accueillir une personne à une rencontre d'information serait faire preuve d'une grande naïveté. On remarque, entre autres, une plus grande implication des gens dans nos organisations. Ils deviennent plus à l'aise pour prendre des décisions, pour participer aux assemblées générales et aux conseils d'administration.



Fernande Brosseau, Front commun des personnes assistées sociales du Québec

Q. Quel est le but fondamental de l'éducation populaire?

F.B. Outiller les gens, leur donner l'opportunité de prendre conscience des phénomènes qui les touchent. L'éducation populaire doit également fournir les instruments pour qu'ils acquièrent les connaissances dont ils ont besoin pour faire face à leur quotidien. Et il ne faut pas oublier que le tout doit se faire en passant par une conscientisation individuelle, sociale et politique.

Q. Est-il possible de concevoir l'éducation populaire sans une implication politique?

F.B. Ça dépend. J'imagine que oui mais au Front commun, on ne peut passer à côté d'une conscientisation politique. Nous sommes dépendants des lois et c'est ce qui fait que les gens sont dans cette condition difficile. Il faut également élargir notre analyse à une prise de conscience plus large. C'est pas seulement le gouvernement mais, aussi et surtout, la structure sociale qui est responsable de la situation. À cause de la pauvreté et de la marginalisation subies par les assistés sociaux, il est impossible de ne pas pointer du doigt les causes et les responsables de cette situation. Ça devient ni plus ni moins une question de survie pour les assistés sociaux.

Q. Quelle est l'importance, pour le Front commun et pour le mouvement autonome, des échanges entre les réseaux d'éducation populaire?

F.B. Une importance énorme. Il faut applaudir à l'ouverture d'organismes, comme les cégeps, qui offrent aux groupes moins bien nantis des ressources qui leur sont essentielles. Mais, je vois poindre un danger à l'horizon. Les compressions budgétaires forcent la coupure d'un nombre croissant de postes d'organisateurs communautaires dans les CLSC ou dans les institutions scolaires, qui sont des soutiens importants pour nos organisations. Avec les conditions d'existence extrêmement précaires des groupes autonomes, qui font face eux aussi à d'importantes coupures, il me semble évident que nous allons souffrir des restrictions imposées chez nos voisins. À moyen terme, la spécificité du mouvement autonome et même la survie de l'éducation populaire en général sont en jeu.

Q. On reproche au mouvement populaire en général d'avoir perdu tout projet de société, quelle est votre réaction?

F.B. À la base, il ne m'apparaît pas évident que ce soient les groupes populaires qui aient à porter le projet de société tant attendu. Ceci dit, j'admets qu'il est urgent d'en développer un. Au Québec, au lendemain de ce que les économistes ont appelé *une croissance économique*, on se retrouve avec de plus en plus de pauvreté. Il faut que ce constat soit partagé plus largement et ensuite, je crois qu'un projet de société pourra émerger. Je ne sais pas au juste qui doit le porter mais je ne dois pas, comme participante à cette société, accepter des disparités aussi évidentes entre les riches et les pauvres. La population doit se sentir de plus en plus concernée et interpellée par ces problèmes. C'est une simple question de gros bon sens. Non?

Alain Bisson

---

1 / NDLR : Paolo Freire appelle *bancaire* cette conception de l'éducation qui se limite à un acte de dépôt d'un savoir tout fait donné par ceux qui jugent qu'ils savent à ceux qu'ils jugent ignorants. *Plus les étudiants s'emploient à archiver les « dépôts » qui leur sont remis, moins ils développent en eux la conscience critique qui permettrait leur insertion dans le monde comme agents de transformation, comme sujets !* (**Pédagogie des opprimés**, Maspero, 1974, p. 53).

CONCLUSION

L'ICÉA au carrefour des réseaux

En organisant ce colloque, l'ICÉA a voulu dégager les tendances concernant les actions à mener pour développer l'éducation populaire au Québec et mesurer l'intérêt des différents acteurs à se concerter.

Évidemment, en l'espace de deux jours, ce colloque n'a pu être qu'une mise en situation, un temps fort permettant à chacun et à chacune de faire quelques constats. Parmi ceux-ci, nous pouvons relever la richesse de nos pratiques, le sentiment de perte de contrôle sur la conjoncture actuelle tant au niveau de son analyse que de la possibilité de l'influencer et en même temps, en corrolaire, une volonté croissante de reprendre l'analyse et de proposer ou de réaffirmer un projet de société.

Un modèle alternatif de développement

Nous pouvons observer au plan mondial un mouvement d'ensemble chez les éducatrices et les éducateurs populaires, qui témoigne du désir de se concerter et de proposer un modèle alternatif au modèle de développement actuel.

Ce modèle se développe autour de trois grands axes: un monde démilitarisé, un monde écologique, un monde équitable. Un monde démilitarisé qui permette de transférer à des secteurs primordiaux, tels la santé et l'éducation, les ressources publiques affectées à l'armement; un monde écologique qui propose une transformation de notre mode de vie, un retour à des valeurs de simplicité; enfin un monde qui refuse les rapports de domination qu'on retrouve par exemple dans les rapports entre les hommes et les femmes ou les rapports entre les groupes ethniques.

Lors de ce colloque, nous avons pu constater des exemples d'actions qui jettent les bases de ce nouveau modèle. Les idées qui ont été émises sont nombreuses; mais chaque réseau aura à clarifier ses valeurs et ses priorités. En effet, à travers les plénières s'est dégagée l'impression que ce que nous faisons n'est peut-être pas suffisant, qu'il faut donner plus de visibilité à ces actions, qu'il faut échanger autant sur nos pratiques que sur nos visions du monde et les hisser à un niveau de projet politique. En même temps, nous sommes bien conscients que nous ne pourrons pas y arriver en nous isolant les uns des autres.

L'ICÉA a voulu faire un premier pas en ce sens et entend orienter son action future à partir de ce qui ressort de ce colloque.

Une démarche à poursuivre

L'ICÉA est prêt à poursuivre concrètement la démarche de concertation qu'il a initiée. Évidemment, nous ne pouvons nous engager sur tous les moyens précis qui ont été suggérés dans les différents ateliers. Toutefois, à partir des échanges qui ont eu lieu lors du colloque, nous avons pu cerner des priorités d'intervention.

Nous avons aussi pris conscience qu'il existe encore de nombreux obstacles à la concertation entre les réseaux d'éducation populaire: persistance de préjugés entre les réseaux publics et autonomes, méconnaissance mutuelle des pratiques et des fonctionnements, peu de diffusion d'acquis entre les mouvements, marginalité et précarité des programmes de soutien qui attisent la compétition, etc. Par contre, on a pu aussi constater la volonté de diffuser plus largement les pratiques et les outils pédagogiques, de développer des lieux d'échange et de débat, d'organiser des événements permettant une plus grande visibilité de l'éducation populaire et de ses mouvements, et de travailler à la reconnaissance de l'éducation populaire et à l'obtention de ressources adéquates. Il ressort aussi que l'ICÉA peut et doit jouer un rôle actif pour favoriser la mise en place de conditions favorables à une véritable collaboration entre les réseaux.

Compte tenu des obstacles identifiées, des volontés exprimées et du mandat de l'ICÉA, nous entendons agir à deux niveaux. D'une part, nous entendons contribuer à mieux faire connaître les réalités, le fonctionnement, les pratiques, les outils des différents réseaux.

D'autre part, il s'agira d'identifier les objets possibles de concertation et de collaboration entre les réseaux et de favoriser le dialogue entre leurs responsables, pour qu'ils puissent clarifier leurs positions et définir les conditions à réunir pour des actions communes.

C'est ainsi que l'ICÉA continuera à assumer à court terme son rôle de carrefour.

Jacques Proulx
Président de l'ICÉA

Jacques Proulx, président de l'ICÉA

Sylvie Tardif, Regroupement des organismes de Mauricie, *Cheffe d'orchestre improvisée de l'assemblée de clôture*

Johanne Doré et Bernard Vallée

Sur un texte de Bernard Vallée, mis en musique par Sylvain Côté et Norman Nawrocki (Rhythm'Activism) et interprété par les auteurs et Johanne Doré, voici le sketch musical qui a clôturé l'assemblée d'ouverture du colloque.

L'ÉDUCATION POPULAIRE,

**Dans not'pays il y a des Parlements,
C'est pas tout le Monde qui peut en dire autant!
Avec les bons gars qu'on y envoie aux quatre ans,
On peut avoir confiance dans nos gouvernements!
Ça change pas le monde, ça?**

**Des promesses et des chèques en blanc,
Ça donne des scandales, pis des coupures le plus souvent
Dans nos quartiers, dans nos régions,
On gère nous-mêmes nos organisations;
La Démocratie, c'est comme ça que nous l'aimons!
Ça, ça change vraiment le monde!**

**Vos problèmes, les p'tites madames, on va vous arranger ça.
On va vous donner une belle mission, c'est le bénévolat:
Les vieux, les malades, les handicapés,
Dans vos maisons vous allez vous en occuper
Quand nos institutions s'en s'ront débarrassés!
Ça change pas le monde, ça?**

**De leurs cuisines elles sont sorties,
Mais la violence et la discrimination, c'est pas encore fini!
Pour prendre leur place et mettre fin au mépris,
Les femmes s'unissent et s'organisent,
Pour que l'égalité soit un acquis!
Ça, ça change vraiment le monde!**

**Hey! les amis, embarquez donc dans notre armée
Qui donne à chacun un beau métier!
Venez les jeunes, faut vous secouer,
Apprendre à tuer, plutôt qu'à se droguer.
Ça change pas le monde, ça?**

**Les jeunes veulent pas être embrigadés:
Ils veulent s'exprimer et être écoutés,
Avoir de vrais emplois et de vraies responsabilités,
Et des maisons de jeunes dans tous les quartiers.
Ça, ça change vraiment le monde!**

**L'avenir, mesdames et messieurs, c'est notre affaire,
Laissez-nous décider de tout, nous on préfère.
On a les spécialistes pour un Québec tout électrique,
Avec nos barrages et nos centrales, on va brasser l'Arctique.
Ça change pas le monde, ça?**

**Les pluies acides, les BPC, la dioxine et vos poisons,
Le temps est venu de vous dire NON!
Partout les citoyens s'organisent et passent à l'action;**

Norman Nawrocki et Sylvain Côté

ÇA CHANGE LE MONDE !

**Fini le secret et l'information tronquée,
Que les pollueurs payent, on va s'en occuper!
Ça, ça change vraiment le monde!**

**Le Canada, vous le savez, est un pays respecté:
Les États-Unis sont nos amis et les sept grands nos partenaires;
Mais on aide le tiers monde, ils font tellement pitié;
Notre grand coeur est connu de partout sur la terre,
Nos banques prêtent en masse et on écoule notre blé.
Ça change pas le monde, ça?**

**Si les pays du Sud sont pauvres, c'est qu'on les a pillés.
L'aide internationale c'est trop souvent une bonne affaire
Pour vendre nos produits et étendre nos marchés.
Mais les peuples se libèrent, nous en sommes solidaires,
La paix et le développement sont nos priorités!
Ça, ça change vraiment le monde!**

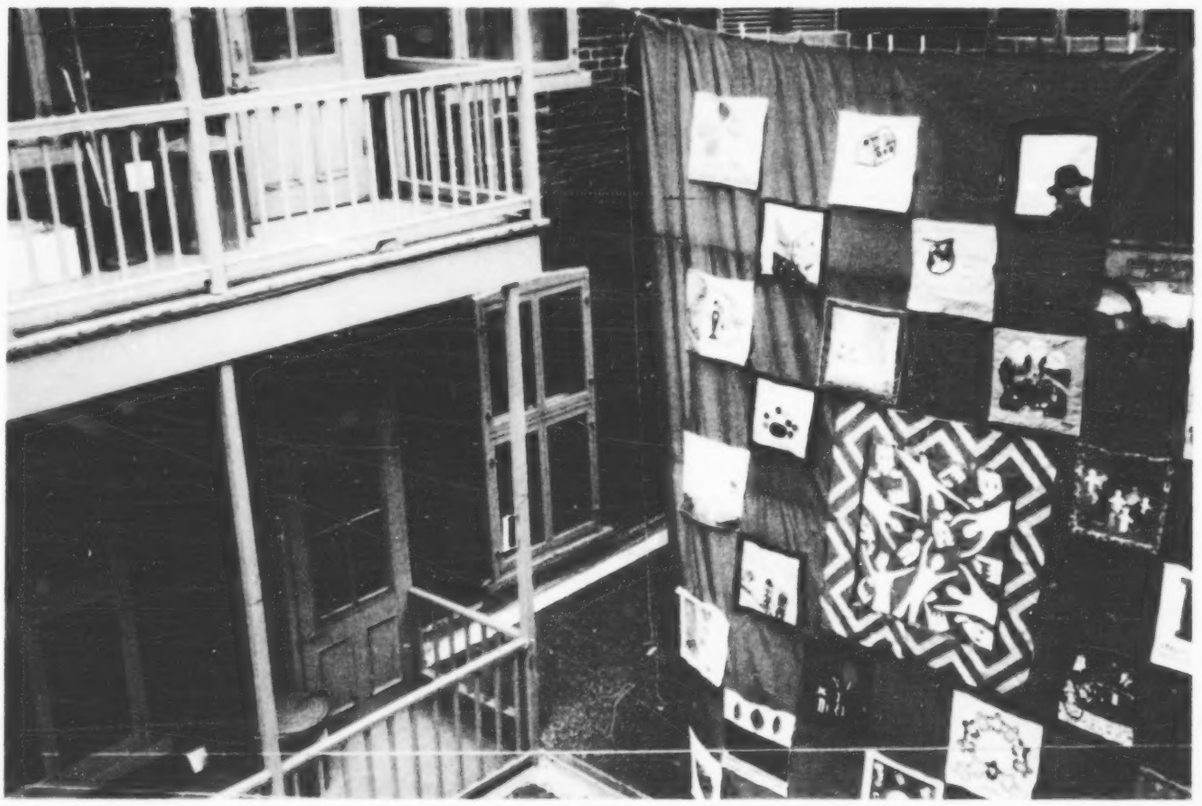
**L'économie est bien malade, les gens ne veulent plus travailler:
La réduction du temps de travail et les congés d'maternité,
Ça gruge dans les profits, les entreprises sont bien tannées.
Pour que ça aille bien mieux, laissez vos syndicats,
La solution aux problèmes, c'est le partenariat!
Ça change pas le monde, ça?**

**Depuis cent cinquante ans qu'on s'est organisé
Dans les bureaux et les shops, dans les services et les chantiers,
Il n'y a rien qu'on ait eu sans l'avoir arraché!
Nos organisations, nos grèves et les conventions collectives,
Sont des moyens de défense, des outils pour mieux vivre;
En luttant, on apprend et on devient plus libre!
Ça, ça change vraiment le monde!**

**Vous les paresseux, les bons à rien, les assistés et les chômeurs,
La société est aux gagnants, l'État n'est pas un dépanneur,
N'importe qui peut réussir, devenez tous entrepreneurs!
Plus de prestation, plus de subvention, il faut que ça change,
Pour développer l'économie, on a le libre-échange!
Ça change pas le monde, ça?**

**La pauvreté, les préjugés, la discrimination et le mépris,
C'est le résultat de votre contrôle sur toute l'économie.
On veut l'égalité, la justice et le contrôle sur nos vies.
Vivre autrement et en solidartié, c'est le but de nos organisations
Pour reconquérir notre dignité..., c'est sur nos luttes que nous comptons!
Ça, ça change vraiment le monde!**

**Rhythm'Activism, *l'orchestre rebel* montréalais, présente depuis plusieurs années son *cabaret de la résistance* à travers le Canada, les États-Unis et même en Europe de l'Ouest et de l'Est. *Du journalisme alternatif électrique*? Du théâtre *hardcore* pour les années 90? Chose certaine, nous sommes 100 % musique, quelque peu poétique et nous ne rétrécissons jamais au lavage! Ils se définissent comme organisateurs communautaires et artistes-activistes et leur matériel (poèmes d'actualité, chansons, fables originales) traite de la politique du quotidien.
Pour les rejoindre:
Rhythm'Activism, a/s les pages noires, 3699, rue Hutchison, Montréal (Québec) H2X 2H4
tél.: (514) 844-6562.**



La courtepointe géante de dimension 12' par 12' qui décorait la grande salle du colloque a été réalisée à partir de pièces conçues par une trentaine de groupes des réseaux communautaires et publics.
Elle est la propriété collective de tous les organismes d'éducation populaire. Il est donc possible de l'emprunter pour l'utiliser lors d'activités publiques. Prendre contact avec l'ICEA.

Réponses au jeu-questionnaire

R1. Le Collège canadien des travailleurs visait à donner accès à une formation de type universitaire à des dirigeants locaux. Y étaient enseignées les bases du fonctionnement de la société (sociologie, économie, politique). Jusqu'à l'arrêt de ses activités en 1977, le collège soutiendra et renforcera l'acquisition de connaissances et la combativité de toute une génération de militantes et de militants. C'est en 1973 que la FTQ créera son propre service de formation.

R2. L'École sociale populaire (1911-1956), qui se qualifie de société de propagandistes sociaux, met sur pied divers moyens de formation: l'Oeuvre des tracts, les cercles d'étude sociale, les Semaines sociales annuelles (1920), l'École de formation sociale (1933), la revue **Relation** (1941), le Collège de travail (1943), etc.

R3.
1. 946 731 $
2. 6 676 000 $
3. 9 306 412 $
Pour la même année, le budget total du ministère dépassait les cinq milliards de dollars!

R4. 1948. Ce service d'éducation faisait suite aux cercles d'études créés dès 1915 qui visaient à répandre la doctrine sociale de l'Église auprès des travailleuses et des travailleurs. À partir de 1948, mais surtout depuis le milieu des années 70, la centrale se donne une politique globale et permanente de formation, *visant à donner aux travailleuses et travailleurs la capacité et l'autonomie nécessaire pour défendre et promouvoir leurs intérêts sur leur lieu de travail et dans la société en général.*

R5. Comité d'étude en éducation des adultes, 1964, présidé par Claude Ryan.

R6. 1972. Ce programme destiné aux commissions scolaires a permis à l'animation communautaire de se développer davantage. Parallèlement aux pratiques orientées vers la formation de l'individu en tant que citoyen, ce mode d'intervention met l'accent sur la mise en place de services éducatifs *favorisant le développement collectif ou l'approche collective par l'action communautaire de groupes qui sont constitués à partir d'une situation collective qu'ils veulent changer.*

R7. Comité provincial sur les orientations proposées pour l'éducation populaire réalisée dans les commissions scolaires, 1987.

R8. Comité national de révision du programme d'aide aux organismes volontaires d'éducation populaire, 1987.

R9. Paolo Freire: *La conscientisation, niveau plus élevé que la prise de conscience, est un processus au cours duquel une personne s'éveille à la réalité socio-culturelle de sa vie, en même temps qu'elle entrevoit sa capacité de modifier cette réalité. Elle s'engage dans l'histoire dans la mesure où ce processus s'accompagne nécessairement d'une pratique qui vise à transformer la société. En effet, à la compréhension d'un phénomène correspond tôt ou tard une action. À partir du moment où elle a perçu et compris les éléments du problème et les données de la réponse, la personne agit.* (Paolo FREIRE, dans **Une pédagogie de la liberté**, revue Preuve, no 14, 1974)

Ont participé à l'organisation de ce colloque:

Coordination: Bernard Vallée
Contenu et animation: Marie Pelchat, Bernard Vallée
Logistique et secrétariat: Nicole Caron
Information et relations publiques: Marie Leclerc
Graphisme et illustrations: Andrée Brochu
Recherche et sélection des documents audiovisuels: Louise Thériault
Administration: Francine Corbeil

Nicole Caron

Comité éducation populaire de l'ICÉA:

Lucie Bélanger, Aide à l'enfance – Nicole Boucher, Université Laval – Jean Clairoux, Commission scolaire Jérôme Leroyer – René Doré, Centre de formation populaire – Anne Dumouchel, CLSC Longueuil-Est – Lise Gervais, Bureau de consultation jeunesse – Diane Laberge, Service-vacances, CEQ – Roger Laroche, Conseil central de Montréal, CSN – Louise Larocque, Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MEPACQ) – Carole-Anne Lavoie, Corporation de développement communautaire des Bois-Francs – Anne Michaud, Service de développement communautaire, Ville de Montréal – Ginette Richard, Table régionale des OVEP de Montréal – Elyse Tremblay, Conseil des travailleurs et travailleuses du Montréal métropolitain (CTM - FTQ) – ainsi que Nicole Boily, directrice générale de l'ICÉA

Marie Leclerc *Photo: Serge Jongué*

Comités synthèse des ateliers:

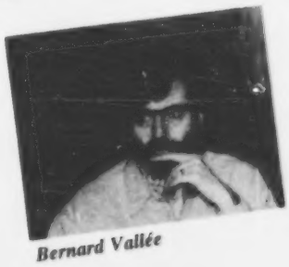
Nicole Boily, Lise Gervais, Diane Matte, Marie Pelchat, Ginette Richard, Bernard Vallée.

Marie Pelchat

Alain Bisson

Près de 150 organismes ont collaboré à la préparation et à l'animation du colloque. Nous tenons à remercier particulièrement:

- les organismes qui ont participé à la fabrication de la courtepointe, et spécialement l'Atelier de couture du Comité social Centre-Sud de Montréal qui en a assuré la finition.
- les organismes qui ont préparé et animé les activités de la « foire aux pratiques »
- les participantes et les participants à la table ronde, animatrices, animateurs et secrétaires
- les comédiens, comédiennes et musiciens, professionnels et amateurs, qui ont animé la soirée d'ouverture
- le Regroupement des Maisons d'hébergement et de transition pour les femmes victimes de violence, pour le concept d'animation de l'atelier du dimanche
- les organismes qui nous ont fourni leurs listes d'envoi et qui ont diffusé le matériel de promotion, en particulier les tables régionales du MEPACQ et le Regroupement des OVEP. Ils nous ont permis de rejoindre plus de 4 250 organismes.

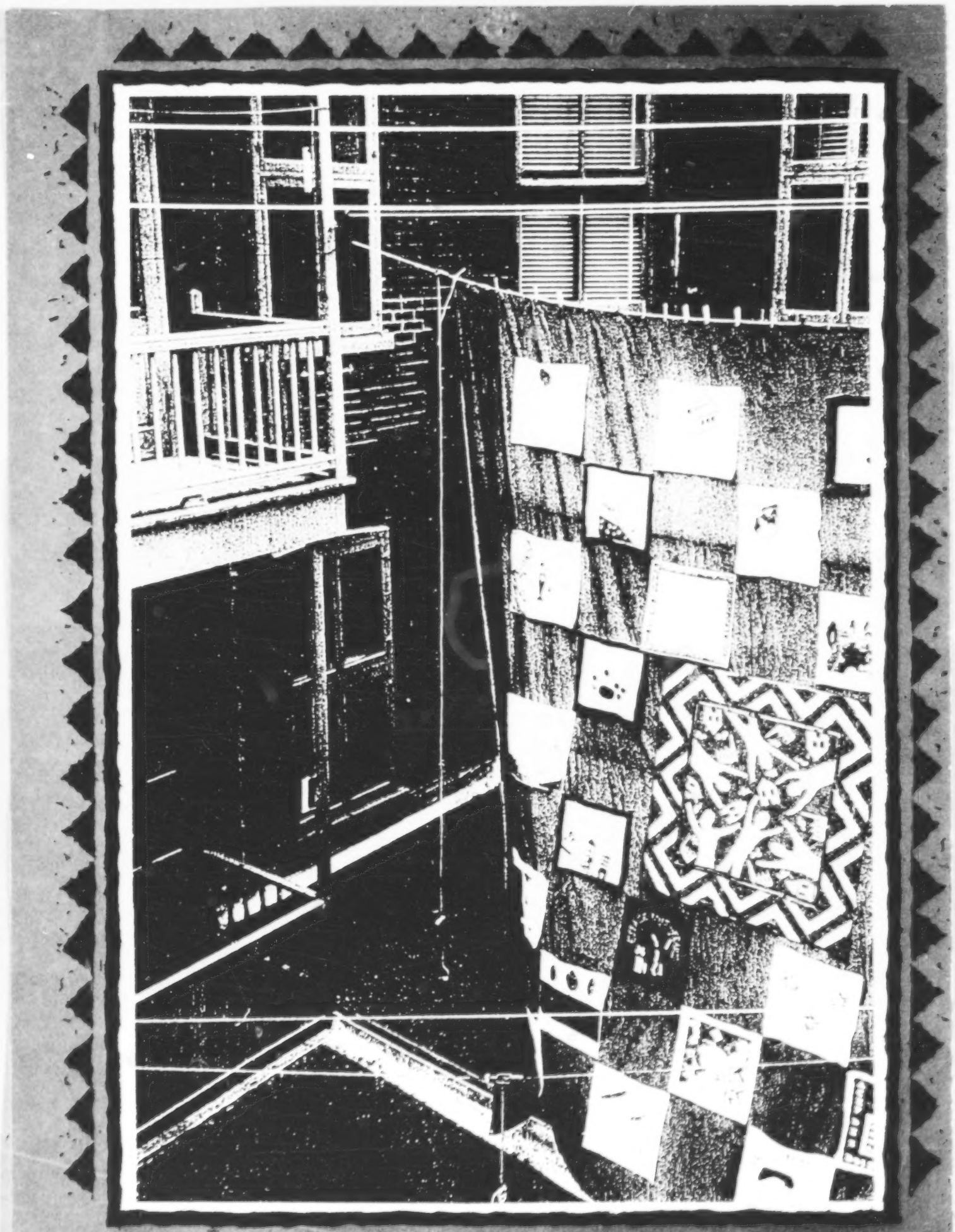


Bernard Vallée

Ce colloque n'aurait pas non plus été possible sans le soutien financier et matériel des organismes suivants:
Association des formateurs et formatrices d'adultes du Québec (AFAQ) – Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ) – Confédération des syndicats nationaux (CSN) – Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) – Ministère des Affaires extérieures du Québec – Ministère de l'Éducation du Québec – Mouvement des caisses populaires Desjardins – Organisation canadienne pour le développement et la paix – Service aux collectivités de l'UQAM

Photo: Pierre Simard

La concertation en action: un an après le colloque, les syndicats, les groupes populaires et les commissions scolaires forment une coalition avec l'ICÉA pour s'opposer aux coupures des programmes de soutien à l'éducation populaire et à la formation syndicale. (conférence de presse du 20 février 1991)



L'éducation populaire est une révolte permanente contre les lieux communs. Elle est une création continue nécessaire comme lien entre la culture héritée et la culture à inventer, entre la soif de la justice et la joie de vivre, entre l'absolu et le possible. (Benigno Cacérès)